

New Europe College Yearbook 2000-2001



ALEXANDER BAUMGARTEN
IONELA BĂLUȚĂ
GABRIELA BLEBEA NICOLAE
ADRIAN – MIHAI CIOROIANU
SIMONA CORLAN IOAN
OCTAVIAN GROZA
ISTVÁN HORVÁTH
ANCA MANOLESCU
RALUCA RĂDULESCU

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright © 2003 – New Europe College

ISBN 973 –85697 – 8 – 8

NEW EUROPE COLLEGE

Str. Plantelor 21

023971 Bucharest

Romania

Tel. (+40-21) 327.00.35, Fax (+40-21) 327.07.74

E-mail: nec@nec.ro



OCTAVIAN GROZA

Né en 1963, à Dîngenii

Docteur en Géographie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1999

Thèse: *La dynamique spatiale des structures industrielle dans le monde depuis 1945.*

Essai épistémologique

Maître de conférences, Département de géographie, Université « Alexandru Ioan Cuza », Iași

Membre dans le comité de rédaction de *L'Espace Géographique*, Paris

Chercheur associé du GDR GéographieCités, France

Membre du centre universitaire de géographie humaine et aménagement territorial TIGRIS – Territoires Innovants: Gestion Régionale et Interaction Spatiale (UAIC Iași)

Stages et conférences (1995-2002): ENS Fontenay aux Roses-Saint Cloud (France) ; ENS-Lettres et Sciences Humaines de Lyon (France) ; IFRESI – Lille (France); Maison des Sciences de l'Homme de Paris (France) ; Université Libre de Bruxelles (Belgique) ; IGUL - Institut de Géographie de l'Université de Lausanne (Suisse) ; Académie Hongroise des Sciences de Budapest (Hongrie)

Participations aux colloques, séminaires et congrès : Paris, Besançon, Potsdam,
Berlin, Chişinău, Bucarest, Cluj-Napoca, Timișoara

Contributions aux volumes collectifs, articles et études parus en Roumanie et
France

LES ÉCHELLES SPATIALES DE LA TERRITORIALITÉ ROUMAINE

- essai géographique sur l'identification
territoriale -

[...] Geographers in general do not think that space only refer to a concept [...]. Geographical use of the term space tends to treat it not as a concept but as a thing. Space is frequently fetishized and endowed with the capacity to cause particular events.

(B. Werlen – Society, Action and Space)

I. ESPACE, LIEUX ET TERRITOIRES – UN PEU DE THÉORIE

1.1. Le lieu blotti dans l'espace

“C'est des lieux, de liens de lieux et de lieux de lieux que l'espace est fait”.

(R. Brunet– Les mots de la géographie)

L'espace, concept ou réalité, n'est pas un support inerte de l'action humaine. Bien que banale, cette assertion est le passage obligé de toute démarche convoitant la compréhension de la pratique, de la perception, de la conception, de l'organisation et de la construction de l'espace / du territoire, même si « *space has not distinctive content and therefore cannot be the specific object of study of a particular discipline* »¹.

L'espace est d'abord distance et la distance implique le mouvement. Le mouvement, idéatique ou vectoriel, concret, impose un sujet effectuant une action qui exige des dépenses d'énergie, de moyens, de temps ou d'argent. Le sujet *prend place / occupe une place* et le mouvement a

lieu. Le lieu devient ainsi *approprié*, juridiquement ou pas, et gagne par la suite des qualités qui le singularisent: « le lieu est un point, mais un point singulier, identifiable et identifié, distinct des autres »². Autrement dit, le lieu ne devient significatif que rapporté aux autres. Son identification et sa signification ne tiennent parfois qu'à des caractères de site, topologiques et topographiques. Connaître et identifier les lieux de l'espace exige le déplacement d'un endroit à l'autre.

L'espace est, du moins en géographie, une somme de trajectoires, elles-mêmes des sommes de lieux parcourus selon des directions conjoncturelles. Les trajectoires n'ont rien de chaotique: elles sont contrôlées par des pôles, des nœuds et des carrefours qui les combinent dans des réseaux calibrés pour des flux d'information, d'énergie ou de matières diverses.

En tant qu'obstacle à la vie de relation, l'espace rend coûteux le transport de biens, difficile et lent le transport des personnes ; il crée une opacité dont on a du mal à triompher. Les coûts de déplacement des biens et des personnes sont élevés, si bien qu'il existe généralement des distances limites au-delà desquelles les mouvements deviennent d'habitude impossibles dans les conditions techniques, culturelles et économiques données. [...] L'espace gêne généralement la transmission des informations. La communication ne se fait bien que lorsque le filtrage lié au codage et au décodage des messages est réduit au maximum et les pertes en ligne absentes. [...] Lorsqu'il n'y a pas de moyens pour transmettre à distance l'information, la quantité de nouvelles que l'on peut acheminer diminue vite: dès qu'on dépasse la limite de ce que les gens acceptent de parcourir pour se rencontrer, on ne reçoit plus que des informations de seconde main dont la valeur s'amenuise fort avec le nombre de relais³.

Le dessin des réseaux spatiaux, qui mettent en évidence des lieux, n'est pas fortuit non plus. Il est le résultat des principes intrinsèques à l'action humaine, comme par exemple le principe du moindre effort, le principe de la maximisation de la satisfaction des acteurs effectuant l'action ou bien le principe de la justice spatiale⁴. Tous les principes énoncés sont relatifs au poids de la distance, *qui ordonne le poids des lieux* et qui *structure l'espace*.

Le fonctionnement de ces principes assure un filtre spatial sélectif qui gère la hiérarchisation des lieux. La capacité d'un lieu d'attirer / d'émettre des flux est responsable de sa place dans la hiérarchie des lieux. Les lieux sont fréquentés – et donc (re)connus – en fonction de leur capacité

d'intégration dans les réseaux de l'espace: « différencié, le lieu est en principe nommé, et ainsi *re-connu* comme lieu: il est le *lieu-dit* »⁵.

L'espace devient sensible/saisissable à travers ses lieux. L'espace est donc vivant par l'intermédiaire des vies pulsant dans ses myriades de lieux. D'ici naît sa puissance théorique « *space is not an empirical but a formal and classificatory concept. It is a frame of reference for the physical components of actions and a grammalogue for problems and possibilities related to the performance of action in the physical world* »⁶. Les lieux constituent la substance vive ou conceptuelle de l'espace.

Il est évident que dans cette géométrie aride et holiste « les lieux n'ont aucun sens en eux-mêmes: ils n'ont que celui qu'on leur donne. Et on leur en donne beaucoup »⁷. Mais qui est – mis à part le regard critique du scientifique – l'entité qui donne du sens aux lieux ?

1.2. Entre les remparts du lieu

Places constrain and enable not only our actions but also the content and extent of our awareness.

(R.D. Sack - *Homo Geographicus*)

Fétichisé ou pas, pour les géographes l'espace est vraiment *une chose, un objet*, mais seulement quand on l'appelle *espace géographique*, syntagme qui désigne une étendue concrète du monde physique. Pourtant

l'espace géographique ne saurait être réduit au visible: il contient l'ensemble des relations localisées et localisables, à la fois les rapports des lieux entre eux, et les rapports aux lieux qu'entretiennent les individus et les groupes. [...] Bien des disciplines ont élaboré les concepts d'espace social, économique, juridique, etc. [...] Or la plupart de ces représentations sont dépourvues de *lieux*. [...] Ce que l'espace géographique propose d'original, c'est bien à la fois la réalité des lieux différenciés, pris dans l'ensemble de leurs relations et de leurs interactions, et le jeu de lois propres à l'étendues, à l'espacement, à la distance, à la gravitation, elles-mêmes relatives à la nature et à l'organisation des sociétés qui s'y déploient et qui le produisent⁸.

Pour éviter les confusions entre l'espace objet et l'espace concept, dans la littérature géographique est utilisé de plus en plus le terme de

milieu. Etymologiquement, le mot décrit la moitié du lieu ou bien la moitié de la distance entre deux ou plusieurs lieux. J'aimerais l'utiliser plutôt comme la moyenne des lieux, plus précisément comme la moyenne des caractéristiques quantitatives et qualitatives des lieux, comme l'état moyen des *mille-lieux* de l'espace. Mais « le milieu n'existe pas en soi, il est le milieu de quelque chose ou de quelqu'un »⁹, le milieu est la chrysalide du lieu, se construisant et se modifiant simultanément avec son contenu. Le milieu est forme et contenu.

L'évolution du milieu et de ses lieux abrités est sous-tendue par les *transactions* internes de l'organisation spatiale. Il y a d'un côté les transactions établies entre le groupe humain et le milieu naturel préexistant, et d'un autre côté les transactions établies entre les hommes et l'espace des choses du monde physique, le tout se déployant dans l'environnement des codes socioculturels adoptés (fig. 1).

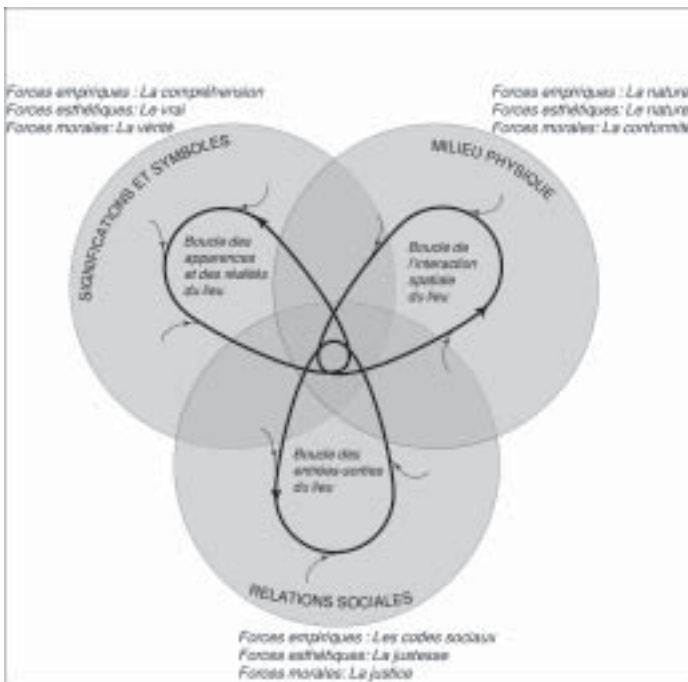


Figure 1 – Les forces architecturales du lieu (selon R. D. Sack, 1997, modifié)

Le premier faisceau de négociations décrit l'adaptation de la société à son environnement, en fonction des avantages ou des contraintes physiques du milieu. Cette adaptation n'est pas physiologique mais culturelle ; elle est décrite par l'invention et le perfectionnement perpétuel des *techniques* d'encadrement du milieu. Ces techniques, relatives à l'habitat, aux structures productives, aux vêtements, à l'alimentation etc., sont les outils à travers lesquels l'action spatiale du groupe crée le paysage et laisse respirer *l'air des lieux*.

Le deuxième groupe de transactions décrit les actions menées contre la rugosité de l'espace ; il s'agit des négociations entre la société et la distance. La distance est un frein puissant dans la pratique des lieux. Le franchissement d'une distance quelconque exige de l'énergie, du temps, de l'argent ; en fonction des ressources disponibles, l'individu et le groupe vont rétrécir ou élargir la portée de leurs déplacements. Les lieux de production, d'échange et de consommation, les lieux de la vie et de la mort, les lieux du milieu en somme, seront spatialement organisés et pratiqués en fonction des moyens que le groupe se donne pour vaincre les distances.

Ce deuxième type de négociation est la source des structures spatiales inscrites dans le milieu par l'action humaine ; autrement dit, il s'agit là de lieux construits par le groupe humain ayant approprié les lieux naturels de l'espace.

Le fonctionnement continu des deux structures transactionnelles modifie l'espace en modifiant les lieux et leurs milieux. Cette transformation, coordonnée par l'ensemble de valeurs du groupe, aboutit sur la construction territoriale : « le territoire est généré à partir de l'espace, il est le résultat d'une action conduite par un acteur syntagmatique – acteur réalisant un programme – à quelque niveau que ce soit »¹⁰. Le programme de l'action, dénommé « projet transactionnel »¹¹, est à l'origine le liant implicite de l'action communautaire ; il décrit la stratégie innée du groupe, résultante des myriades de micro transactions quotidiennes et individuelles, chacune essayant de mettre d'accord, à travers l'invention des techniques, les qualités du milieu et les buts de la société : « le pragmatisme de la vie courante est le résultat de la présence quotidienne du besoin et de l'urgence de son assouvissement »¹².

Le caractère *inné* du programme puise ses sources dans la quotidienneté du geste. Dans le quotidien, le geste est dépourvu de perspective – il a

lieu ici et maintenant ; seulement rétrospectivement on peut trouver des logiques de longues durées:

le quotidien se nourrit de l'histoire et inversement (dans une symbiose du devenir) ; si l'histoire est succession d'évènements, dont l'imminence est le plus souvent imprévue et non annoncée, le quotidien est justement ce que, rétrospectivement, peut donner un sens de cette succession et cela non à travers des interprétations philosophiques ou idéologiques, mais par l'intermédiaire de sa capacité de coagulation pratique, par l'intermédiaire de la cohérence, acquise ou pas, de la vie de la société¹³.

C'est là une des sources principales du conservatisme des lieux et des sociétés traditionnelles, ancrées dans le local et très peu mobiles. La répétition du geste dans un univers limité cristallise des lieux vernaculaires, qui se constituent dans des repères spatiaux invisibles – et par cela incommodes aux étrangers – mais fortement chargé symboliquement pour les autochtones:

in the discussion on the personality and sense of place, I distinguished between places that yield their meaning to the eye, and places that are known only after prolonged experience. I shall call the one type "public symbols", and the other "fields of care". [...]. Public symbols command attention and even awe; fields of care evoke affection. It is relatively easy to identify places that are public symbols; it is difficult to identify *fields of care* for they are not easily identifiable by external criteria, such as formal structure, physical appearance, and articulate opinion¹⁴.

Dans les moules territoriales décrites par ces lieux affectifs, parfois ésotériques, le groupe se sent à l'aise, en sécurité, chaque individu est consubstantiel au groupe et aux lieux du groupe:

through habitual action, this or that action acquires a special air of security for the consciousness. It usually has stronger associative powers for the memory than time, because it is more vivid to the sense¹⁵.

Quitter les remparts du lieu c'est affronter l'inconnu et faire preuve de liberté, d'inventivité et de responsabilité *individuelle*. Perspective incommode, angoissante, aliénante, à éviter...

1.3. Les échelles du territoire

Un peu de territorialité crée de la socialité et de la solidarité, beaucoup de territorialité les assassine.

(R. Brunet – Les mots de la géographie)

« Just as we are aware of our ability to create meaning, we are also aware of our ability to create places » écrivait en 1991 J.N. Entrikin¹⁶. Cette idée implicite de consubstantialité du soi (*the self*) et du lieu (*the place*), amplement développée par Robert D. Sack, renvoie en effet à l'organisation inextricable du territoire, comme résultat de l'humanisation de l'espace physique, selon des matrices psycho-culturelles propres à chaque collectivité. Processus développé sur de très longues durées, la territorialisation du/des lieu(x) met en place des structures spatiales profondes, surchargé de sens et de symboles lentement et longuement façonnés par les répétitions presque rituelles des gestes individuels et collectifs quotidiens. Trame et repères pour des gestes connus, les lieux du territoire décrivent les assises culturelles des pratiques spatiales des individus et des communautés. Dans ces lieux incrustés dans les territoires et dans l'espace mental communautaire se fondent, pour renaître, chaque lieu et chaque comportement individuel.

L'osmose individuel/communautaire est d'autant plus forte que les lieux sont fréquentés par tous les membres du groupe. D'habitude les lieux les plus fréquentés sont les lieux centraux, symboliquement significatifs pour tous les membres de la société ou pour certains groupes bien définis et acceptés par les autres. Au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre symbolique, les comportements deviennent plus souvent déviantes ou non conformes aux normes territoriales. Vers ses marges le territoire se dématérialise et la territorialité devient aléatoire. Au-delà du territoire commence le vide. Ou l'inconnu, ce qui revient au même. La laxité territoriale périphérique est accompagnée par une dilution du social, car le social est avant toute chose la norme partagée. Les marginaux et les exclus ne partagent que leurs individualités.

Il s'ensuit que *le lieu est d'abord une construction sociale* et qu'il n'y a pas de sens de le concevoir, dans sa qualité de support essentiel de l'identité culturelle, dans une perspective naturaliste ; il vaut mieux de le considérer comme

le lien phénoménologique et ontologique fondamental qui ancre la personne humaine dans ce qu'Eric Dardel appelait sa « géographicit  ». [...] Caractérisé par la stabilité et la permanence, l'unicité et la spécificité, il se propose comme un foyer identitaire à toutes les échelles spatiales, de l'espace quotidien et familier de la maison (*home*) au territoire de la collectivité nationale (*homeland*)¹⁷.

Le lieu est en effet la projection de l'espace social sur l'espace physique.

Selon Bauman¹⁸, l'espace social se construit et se déconstruit en fonction de la coexistence plus ou moins antagonique de trois types d'espaces: *l'espace cognitif*, *l'espace moral* et *l'espace esthétique*, chacun ayant des rapports spécifiques à l'espace physique ou géographique. *Grosso modo*, les trois types d'espaces correspondent aux trois actions humaines qui conduisent à la création des territoires: *pratiquer* (c'est-à-dire connaître de façon quotidienne et banale l'espace), *concevoir* (c'est-à-dire projeter dans l'espace les commandements d'une certaine morale) et *percevoir* (c'est-à-dire saisir l'espace en fonction de certaines normes innées ou acquises qui définissent à la fin une forme d'esthétique).

L'espace cognitif se construit seulement dans le cadre de la communauté, dans le processus de vivre avec les autres. Mais vivre avec les autres ne signifie en effet que vivre avec ce que l'on sait des autres et ce savoir est si banal qu'il est accepté comme tel, comme vérité absolue qui n'a pas besoin de preuves ou de témoignages. Cette attitude tire ses racines des pratiques quotidiennes de mêmes lieux construits au fil du temps selon les mêmes règles. La conscience que *d'autres comme nous* existent et que leur existence compte d'une façon ou d'une autre est une attitude élémentaire, nommé par Sch tz et Luckmann *attitude naturelle*, « qui précède plutôt que succède les efforts personnels d'apprendre à travers l'expérience personnelle ou à travers le système d'enseignement en place »¹⁹. L'attitude naturelle est possible dans un espace social qui fonctionne selon des règles très connues qui décrivent le familier, c'est-à-dire le pôle de l'intimité sociale. Au fur et à mesure qu'on s'éloigne de ce p le – ou du pôle symbolique du territoire – les règles deviennent de plus en plus inconnues, l'incertitude augmente et la panique s'installe. Il s'agit de la panique de se trouver dans un espace physique habité par d'*Autres*, fonctionnant selon d'autres règles sociales.

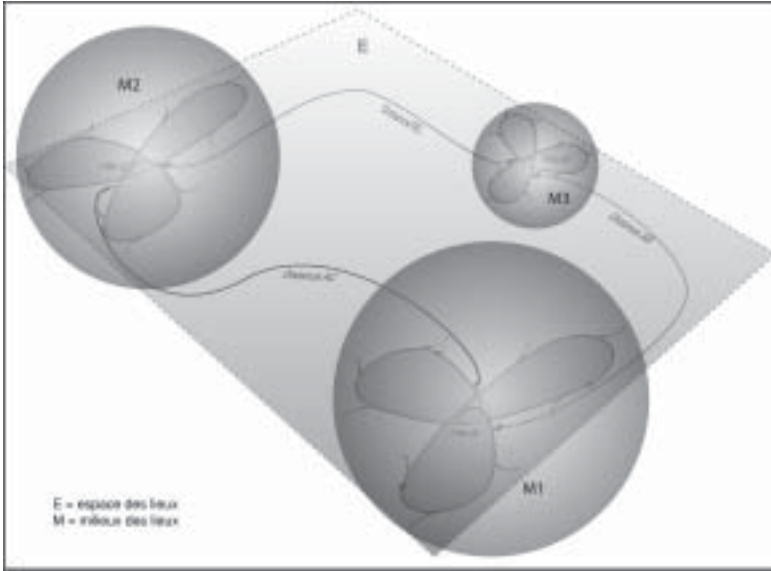


Figure 2 – Des lieux-univers et des distances
(librement selon R. D. Sack, 1997)

Si l'individu ou le groupe continue à vivre dans le *cocoon* de cette peur, sans échanges avec l'extérieur, les territoires et les lieux des territoires se construisent comme des lieux-univers, autosuffisants (figure 2), isolés les uns des autres par des différentes distances (distances kilométriques, distances-temps, distances culturelles). C'est la voie la plus sûre de la mise en place et de l'ossification des mécanismes de ***l'identification ethnique***²⁰ (figure 3):

au sens de modalités pratiques et symboliques par lesquelles un groupe définit et contrôle son territoire, la territorialité révèle l'identité du lieu ; elle en est à la fois le produit et l'expression d'un point de vue interne et inclusif. [...] Comme repère identitaire, le territoire définit aussi bien ce qui lui appartient que ce qu'il exclut²¹.

Tout savoir qui peut contrarier l'attitude naturelle vient forcément de l'*Autre*, qui reçoit automatiquement la qualité d'*inconnu*. *Ici* et *Ailleurs* deviennent ainsi des lieux du connu et de l'inconnu, de la connaissance

et de la non-connaissance – ce qui peut très vite virer vers la *méconnaissance* et vers toutes les conclusions erronées et les exagérations devenues par la suite possibles. La conclusion qui transparait c'est que **l'identification à un lieu se fait moins à travers les caractères propres dudit lieu qu'à travers des contacts avec les inconnus** – d'autres lieux et d'autres gens, où *ce n'est pas comme chez nous* et *qui ne sont pas comme nous*. La proximité physique est donc source et matrice de la proximité sociale ; l'éloignement est source de différenciation. Pour les sociétés pré-modernes l'identification à un lieu / à un territoire c'était mettre des limites absolues, à travers *l'attitude naturelle*, entre un *Ici* connu d'emblée et un *Ailleurs* inconnu. Cela conduisait naturellement à la classification spontanée des gens en *semblables* et en *étrangers*, ces derniers étant définis comme des inconnus ignorant les règles locales. Les étrangers étaient donc des inconnus qui, entrant entre les limites fixées, n'avaient que trois solutions: se déclarer des ennemis (cas dans lequel il y avait la confrontation), se déclarer des visiteurs (cas qui impliquait leur quarantaine et la soumission aux rites d'isolation pour la durée temporaire de leur séjour) ou bien devenir des semblables. Dans ces trois cas la superposition de la proximité physique et de la proximité sociale était strictement respectée.

Les phénomènes de colonisation et surtout l'urbanisation croissante, signe majeur du modernisme, a produit de véritables catastrophes pour les communautés locales par l'arrivée massive des étrangers, qui n'étaient ni des ennemis (puisqu'ils ne se déclaraient comme tels), ni des visiteurs (car ils s'installaient pour de bon), ni des semblables (car souvent ils avaient leurs propres règles de conduite communautaire). Avec leur arrivée, la concordance entre la proximité physique et la proximité sociale fut anéantie. Selon Bauman, ces nouveaux-venus étaient source d'incertitude, car ils étaient soit des étrangers semblables, soit des semblables étrangers. Pour trancher cette incertitude on les a nommés et acceptés comme des *inconnus* indifférents, comme un mal avec lequel il faut s'habituer. Sur un même espace il y avait maintenant des semblables et des inconnus, et les anciennes limites avaient perdu leur sens. L'espace des lieux (le territoire) devient une structure composite, ou chaque groupe (puis ensuite chaque individu), sur les ruines de l'ancien monde détruit, construit son propre mini monde autour de centralités de fortune. Chaque individu et chaque groupe doit apprendre à vivre avec les inconnus, proches physiquement mais éloignés socialement ou culturellement. Cela oblige à quitter l'attitude naturelle et à mettre en route la stratégie de ce

qu'on pourrait nommer *l'attitude raisonnée*, fondée par la prise en compte de l'existence de l'autre et par le fonctionnement de deux mécanismes comportementaux: la technique de la fausse rencontre et l'indifférence civique. Dans ce territoire, de facture moderne, il y a toujours de limites strictes, comme dans le cas des structures pré-modernes, mais il y a deux types d'espaces: le *chez nous* (terrain de l'attitude naturelle) et le *ailleurs* praticable seulement grâce à des comportements inventés, sorte d'espace de transaction entre semblables et inconnus. A partir de ces mécanismes sociospatiaux naît timidement l'espoir de la mise en place des structures et les comportements aboutissant à ***l'identification civique*** (figure 3). Dans ce contexte,

les lieux ne s'offrent plus nécessairement à l'examen comme des contenants identitaires fixes et repliés sur eux-mêmes, mais comme des réseaux poreux, ouverts aux relations sociales qui situent toute effervescence identitaire locale dans un contexte de flux relationnels plus larges. L'interaction sociospatiale avec d'autres lieux, qui n'est pas toujours limitée à l'opposition ou au contraste, participe de la construction de l'identité locale. [...]. Chaque lieu repose sur sa propre histoire et reste le foyer unique, émetteur et récepteur, de sa singularité sans un espace de relations avec des ailleurs, proches ou lointains, réels ou imaginaires, assimilés ou rejetés²².

Par rapport à l'espace cognitif, *l'espace moral* ne tient pas compte de la distance physique, donc de la proximité ou de l'éloignement ; il est moins géographique. Il ne signifie pas une connaissance antérieure, ni une nouvelle, sa source étant le sentiment et aussi la création volontaire d'une obligation, d'une responsabilité pour les semblables. Dans les sociétés pré-modernes, l'espace moral, qui est en effet l'ensemble des valeurs communautaires, est le plus souvent simultané et superposé à l'espace cognitif, est co-participant à la création des limites infranchissables entre les *nous* et les *étrangers*. Dans les sociétés modernes l'espace moral est créé à travers le discours chargé de symbolique (des causes, des idéologies, des religions contestataires). A travers le discours, il est possible de faire de l'inconnu de la rue (proche physiquement) quelqu'un qu'on aime peu et qu'on est poussé à l'aimer encore moins. C'est par ce mécanisme que sont parfois créés les identités symboliques de groupe.

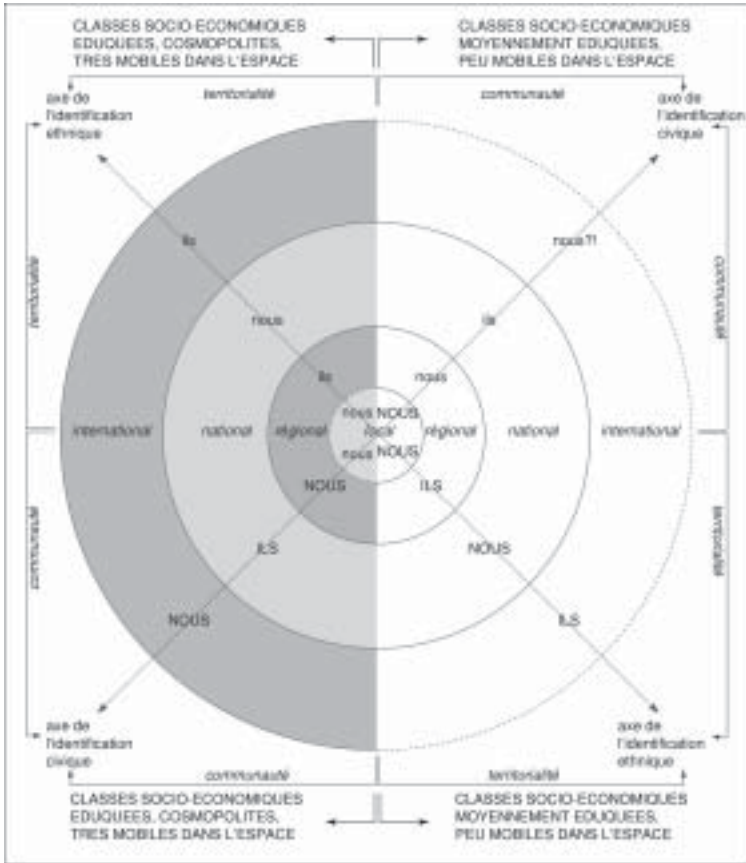


Figure 3 - Niveaux et intensités de l'identification spatiale (librement selon Yi-Fu Tuan, 1974)

Les responsables du discours, les créateurs par la suite de l'espace moral (post)moderne, doivent garder un équilibre très fin de leurs actions s'ils veulent que les conséquences de leurs efforts, censées à défendre l'espace cognitif des semblables et de consolider ainsi la communauté, ne deviennent pas négatives (par exemple atomisation de cette communauté par la construction des comportements moraux individuels repliés dans les lieux des *anti-mondes*). Ne comportant pas l'acquis d'une connaissance et donc *en écartant l'obligation d'un déplacement spatial*,

la création de l'espace moral reste ancrée dans le pôle de la familiarité sociale et sa portée extérieure - *d'une même intensité spatiale, indifférente à l'éloignement* – est fixée en fonction des conjonctures et des intérêts des générateurs de discours. L'espace moral a la possibilité d'interdire ou de dissoudre l'attitude raisonnée et la création des espaces de transaction et d'enfermer ainsi l'individu ou le groupe dans des comportements pré-modernes. Si l'individu devient de plus en plus celui qui détient l'information et donc celui qui peut créer son discours et ses propres responsabilités – le cas des sociétés postmodernes, les chances que l'espace de l'attitude raisonnée continue d'évoluer sont plus grandes et les processus d'intégration de divers espaces cognitifs devient effectifs²³.

Si la construction et la pratique des lieux – et des espaces cognitifs – sont affaire d'un quotidien très résistant aux idéologies, le discours sur les lieux est avant toute chose idéologique car il cible directement l'articulation manipulatrice d'identités territoriales plus ou moins factices.

Place presents itself to us as a condition of human experience. As agents in the world we are always « in place », much as we are always « in culture ». For this reasons our relation to place and culture become elements in the construction of our individual an collective identities²⁴.

Cette assertion met en évidence le fait que l'individu ou le groupe social ne sont pourtant que les acteurs actifs de la construction territoriale locale ou des récepteurs passifs des discours sur les lieux proches ou inconnus. Ils peuvent acquérir des filtres culturels pour nettoyer les accents manipulateurs des discours.

La condition *sine qua non* pour cette acquisition est *la mobilité*, spirituelle ou physique. Par l'intermédiaire du mouvement, les lieux connus ou inconnus sont mis sur des trajectoires cohérentes et compréhensibles et les structures de l'espace perdent de leur caractère aliénant, permettant des représentations de plus en plus correctes des autres lieux que ceux du propre territoire. Mais

se représenter l'espace est aussi se représenter ceux qui l'occupent et qui l'ont fait: Nous, les Autres. Les Autres commencent tout à côté ; ce sont les voisins, et il en est plusieurs cercles. Au-delà des proches voisins, qui doivent distance garder, c'est un autre quartier, où l'on n'aimerait sans doute pas vivre ; les « gens de par derrière », la-haut, un peu bizarres. C'est

une autre ville. C'est une autre contrée, même un autre département, une autre province ; un autre Etat ; et finalement un autre continent, pour ne pas dire un autre monde. L'espace du Monde est ainsi rempli de coupures perçues, et de patriotismes de niveaux successifs. *Ces patriotismes ont tendance à s'affaiblir à mesure que le territoire s'étend, sauf action énergique: l'Etat est sans doute celui qui a les plus puissants moyens d'imposer le sien et de combattre l'affadissement géométrique de la territorialité*²⁵.

Quel est le dosage optimal entre l'expérience quotidienne individuelle ou communautaire locale (régionale) et la pression étatique pour que le passage des mécanismes d'identification territoriale et du patriotisme ethnique vers ceux de l'identification et du patriotisme civique se passe en douceur mais fermement, et pour qu'une société quelconque puisse accéder à un état de modernité accomplie, voir de postmodernité ?

II. DES LIEUX ET DES TERRITOIRES EN ROUMANIE

Du jour où j'ai passé l'interview d'admission au New Europe College en présentant mon projet de recherche, il me reste en mémoire le sourire malicieux et la question pas moins malicieuse d'un membre du jury: « en quelle mesure peut-on parler d'une spécificité de la territorialité roumaine pour pouvoir accepter une telle thèse de recherche ? » La réponse que j'ai donnée sous-tendra aussi cette deuxième partie de mon essai: il ne s'agit ici de débusquer une spécificité roumaine de construire et de vivre la territorialité. Le cas roumain est un cas parmi plusieurs autres possible dans ces franges orientales de l'Europe, espace qui n'est vraiment « ni *shatterbelt* ni semi-périphérie... »²⁶. Mon effort scientifique est concentré plutôt sur la création d'une perspective géographique et d'un modèle d'analyse spatiale sur la question que sur une analyse exhaustive – improbable et même impossible pour l'instant – de la territorialité roumaine.

II.1. Les matrices sociospatiales du territoire roumain

Sans atteindre ces formes extrêmes d'attachement aux lieux, où dans certains cas les hommes ne peuvent pas quitter leur territoire sans aliéner leur identité, l'appartenance à une même classe sociospatiale entraîne ordinairement deux conséquences: d'une part une tendance au moins partielle à l'homogénéisation culturelle, d'autre part l'autodéfinition du groupe social par rapport aux autres groupes voisins en termes d'intériorité, d'identité et souvent de supériorité.

(A. Reynaud – *Société, espace et justice*)

L'espace habité ou habitable est tout sauf homogène. L'hétérogénéité foncière de l'espace physique devrait se retrouver dans un extrême morcellement socioculturel, or la réalité montre que les choses ne se passent ainsi. Dans un espace régional, les mêmes contraintes et les mêmes opportunités propres au milieu physico-géographique conduisent d'habitudes vers l'invention des mêmes techniques d'encadrement territorial. Le fonctionnement territorial de ces techniques met en place des structures spatiales semblables, concrétisées par des paysages visuellement très proches, signe extérieur de l'amoindrissement des forces naturelles des lieux et de l'homogénéisation croissante des diversités naturelles locales. Pour le regard externe, les groupes sociaux territorialisés dans un tel contexte spatial se présentent sous la forme d'une *classe sociospatiale*, dans le sens défini par Alain Reynaud²⁷. Le milieu physique de la Roumanie actuelle (figure 4), est le résultat d'interférences naturelles multiples (géologiques, géomorphologiques, climatiques, biogéographiques), d'où une diversité impressionnante des lieux naturels considérés à l'échelle locale. Les états moyens de cette diversité à l'échelle locale se combinent dans des structures régionales naturelles assez homogènes pour permettre la constitution des classes sociospatiales traditionnelles. A caractère essentiellement rural, ces classes couvraient en effet deux grandes types de cultures et deux grandes types de territoires: les cultivateurs et les éleveurs, avec leur différents types de combinaisons interstitielles.

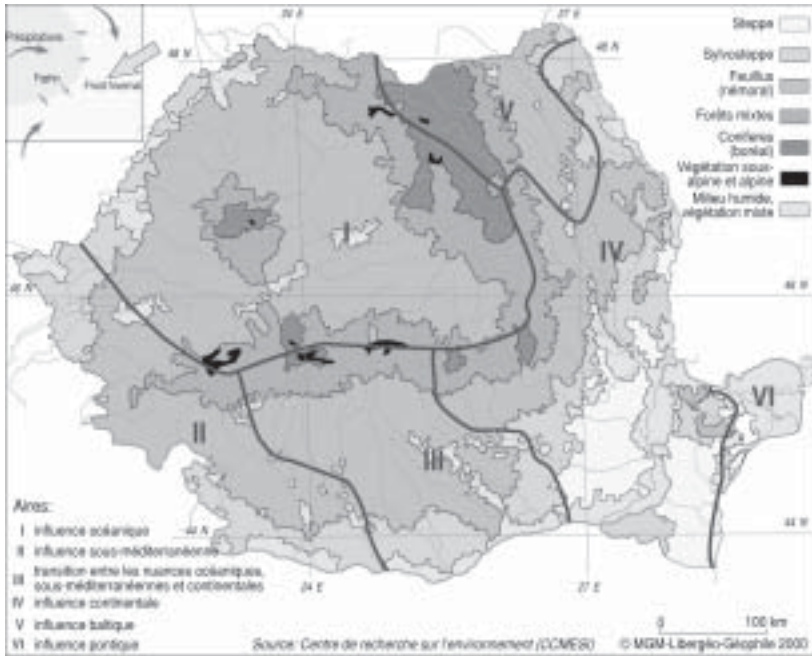


Figure 4 – La complexité du milieu naturel du territoire roumain (source: Rey, Groza, Ianoş, Pătrosescu, 2000)

Si le regard extérieur, mobile et capable d’intégrer les divers lieux par l’intermédiaires des trajectoires translocales, devient conscient de cette quasi-homogénéité régionale, pour les individus de ces groupes, et pour les diverses communautés localisées, ce panorama général est inaccessible. Dans les conditions d’une société caractérisée par une très faible mobilité, comme la société roumaine traditionnelle, le territoire est a priori l’ensemble des lieux du groupe où règne la « coutume de la terre » (*obiceiul pământului*), c’est-à-dire l’ensemble de normes collectives locales, qui gèrent même l’organisation des espaces les plus intimes, comme par exemple la façon de ranger les meubles à l’intérieur de la maison²⁸:

si un métèque porte les vêtements autrement que la norme ou bien si dans l’église son comportement est différent de la coutume ou s’il ne respecte pas la cérémonie de l’enterrement, les habitants du village le regardent

avec curiosité ; ils s’amusent peut être, mais cela ne contrarie personne. Si un autochtone fait la même chose, le village entier entre en ébullition ; d’un tel évènement les villageois ne parleront pas une ou deux journées, mais des mois et des années²⁹.

C’est à travers cet ensemble de normes que s’établissent les mécanismes d’identification par rapport aux propres lieux (qui définissent un *Ici* et un *Ailleurs*) et aux autres groupes territorialisés (qui décrivent les *Nous* et les *Autres*). C’est l’isolement spatial relatif des groupes sociaux traditionnels roumains qui explique l’extrême diversité de coutumes locales mises en place dans le cadre d’un espace régional plutôt homogène du point de vue socio-économique.

II.1.1. Le village

Le cosmocentrisme du village ne doit pas être interprété comme un trait grotesque de mégalomanie collective mais comme une particularité qui dérive d’une suprême et riche naïveté. De ce point de vue, chaque village a sa propre fierté, qui le pousse se différencier des autres villages, proches ou éloignés. Les villages refusent se conformer aux coutume d’un village particulier.

(Lucian Blaga – *Eloge au village roumain*)

Pour le territoire roumain, la cellule territoriale fondamentale reste le village, matrice ancestrale d’habitation, de construction et de transformation des lieux. L’analyse de l’architecture spatiale du village offre les repères fondamentaux de l’*imago mundi* construite par la société paysanne traditionnelle. Reprenant la perspective de Mircea Eliade, le village est la répétition inlassable du geste fondateur de la maison initiale de l’ancêtre (*mos*), qui devient pas seulement le centre symbolique de la *localité*, mais aussi l’essieu de la terre et du ciel³⁰, le *axis mundi*:

Le village n’est pas situé dans une géographie purement matérielle et dans les réseaux des déterminantes mécaniques de l’espace, à l’instar des villes ; pour sa propre conscience, le village est situé au centre du monde³¹.

Le modèle topographique du village-idée de Blaga, à savoir l'*utopogramme* du village roumain suggéré par Andrei Oișteanu³² démontre une organisation villageoise concentrique, autour du centre symbolique de l'espace approprié, dont les structure se dissipent au fur et à mesure qu'on se déplace vers les périphéries de cet espace. Le centre de la structure villageoise est le foyer (*vatra*) primordial de la première maison construite, centralité reprise par toutes les maisons consécutives. Autour de la maison il y a le *pridvor*, sorte de véranda, dont l'étymologie slave (*pered dvor* = « avant la cour ») met en évidence le sens centrifuge de l'organisation: le *pridvor* n'est pas un espace « avant la maison » (de l'extérieur vers l'intérieur) mais « avant la cour » (le mouvement inverse). Il y a ensuite la cour, elle-même entourée par une clôture qui définit clairement l'espace individuel et privé. Cette organisation est reprise à l'échelle du village: la surface construite, habitée, devient Le Foyer (*vatra satului*), somme diffuse et symboliques de tous les autres foyers (*vetre*) des maisons individuelles. Le foyer est entouré par la propriété villageoise (*moșie*, nom qui renvoie directement au père fondateur, le *moș*). Au-delà il y a la forêt, l'espace libre et insoumis, inconnu et source de dangers potentiels.

Dans cette architecture spatiale, même si la maison individuelle et la cour qui l'entoure est *la seule forme de propriété privée*, ce n'est pas par rapport à ces lieux que se forge l'identité territoriale. La maison est éphémère. Les matériaux de construction en témoignent – en Roumanie il n'y a pas de villages en ruine car il n'y a pas la possibilité d'avoir des ruines...

Modeste en agriculture, le savoir-faire devient en revanche savant et raffiné pour les objets. Les paysans et les paysannes sont allés très loin dans le raffinement des techniques décoratives, pour sculpter les colonnes de bois et les frises de vérandas, personnaliser les portails, créer d'admirables et somptueuses broderies. *Fragiles et éphémères, bois, textile, terre cuite ont été quasiment les seuls matériaux utilisés pour créer l'univers familial*, avant qu'apparaissent ferronneries et ciment armé. Aucune parcimonie dans le temps consacré à la réalisation des objets, aucune approximation dans le style, aucun amateurisme: les formes et les motifs hautement géométrisés obéissent à des canons rigoureux de composition et de gamme de couleurs, élaborés jadis dans les ateliers des monastères³³.

Dans ces géographies de l'éphémère c'est le village, à capacité régénératrice, qui constitue le seul cadre identitaire. Les limites du village

sont les limites du territoire identitaire et la frontière de la *moșie* sépare *Nous* des *Autres* et *Ici d'Ailleurs*. Les villages traditionnels roumains sont des lieux-univers quasi-fermés (figure 2), profondément ancrés dans le local et isolés pas seulement par les distances mais aussi par de forêts ou par des collines difficilement franchissables.

Les organisations spatiales créés par ces formes de peuplement sont diffuses et par cela difficilement contrôlables.

Le système de peuplement de la Moldavie de la fin du XVIII^e siècle était constitué d'une succession de *champs* (*câmpuri*, à savoir de grandes surfaces déboisées) et de clairières (*poieni*) séparées par de vastes zones forestières. Les *câmpuri*, juxtaposées et généralement un peu plus peuplées, correspondent aux aires les plus anciennement déboisées des régions de plateau ou de dépression, les moins peuplées caractérisant les aires de steppe. Dominés en général par la propriété féodale ou ecclésiastique, ils se différencient par l'existence des villages plus grands et plus uniformément distribués. Les *poieni*, plus ou moins étendues, sont spécifiques pour les zones plus élevées et boisées, ou pour les montagnes, où formaient des groupement bien visibles (les *câmpulunguri*). Dans les aires de plateau elles étaient dispersées dans les massifs forestiers, sous la forme de *petits noyaux de défrichement* (au nord-ouest du Plateau de Bârlad, dans les Subcarpatés de Tazlău), des *fronts pionniers* (dans le Plateau Central Moldave, le Plateau du Bâc ou dans le Plateau du Hotin) ou bien de très grandes *poieni* dues à l'avancement précoce et continue dans les aires forestières jusqu'à l'élimination de la forêt dans les zones centrales, comme c'est le cas des dépressions subcarpatiques de Neamț et de Cracău et même du Pays de Vrancea [...] ³⁴.

Le caractère discontinu de ces territoires renforçait leur individualité et empêchait la création d'un projet transactionnel commun, capable de faire face en bloc aux pressions extérieures:

...[en Roumanie] l'espace *produit*, dans le sens donné par Di Méo (1998), est sporadique, dispersé et insuffisamment structuré dans un réseau cohérent, tant du point de vue matériel qu'immatériel, c'est-à-dire de la perspective de ses significations ³⁵.

Les plus vives dynamiques spatiales du processus de peuplement de l'espace roumain appartenaient donc au domaine forestier des grandes et moyennes altitudes. C'est dans les aires juxtaposées aux montagnes qu'on enregistrait dans le XVIII^e siècle les plus grandes densités, allant

de 15 à 30 habitants par kilomètre carré (1-10 habitants par kilomètre carré dans les plaines, y compris dans la Plaine de l'Ouest). C'est autour des montagnes et dans les plateaux les plus abrités que le système de peuplement est le plus ancien et les structures territoriales les plus profondes. Parce que l'interaction spatiale se produisait avec beaucoup de difficulté entre ces noyaux villageois, enfermés entre leurs limites et à l'abri de leurs coutumes, la prise en compte de l'*Autre* est resté un processus lent mais à forte caractère de territorialisation des populations *ethniquement pures*. Ce n'est pas étonnant que la quasi-totalité des 18 pays (*țări*) recensés par Pompei Cocean³⁶ (Oașului, Chioarului, Silvaniei, Beiușului, Zarandului, Almăjului, Lăpușului, Năsăudului, Moșilor, Hațegului, Amlășului, Făgărașului, Bârsei, Dornelor, Vrancei, Severinului, Loviștei et Maramureșului) sont superposées aux zones du plus ancien peuplement. Plusieurs siècles de tâtonnements interpersonnels et intercommunautaires ont façonné lentement ces formes archaïques d'organisation, le pays (*țara*) étant

not only a territory ecologically and ethnographically delimited. First of all, it is a spiritual entity, where peoples have the same image about the outside world, the same standards in their relationships, the same behaviour. From a social point of view, the lands (*țări*) were based on structures tight correlated, by resemblance³⁷.

Il est évident alors pourquoi « chez les Roumains, les identités géographiques traditionnelles le mieux structurées sont celles liées aux grandes et moyennes altitudes, notamment dans les pays intra carpatiques et subcarpatiques »³⁸...

Dans ces espaces quasi-régionaux, composés de nébuleuses de lieux à forte identité locale, l'identification aux *Autres* était avant toute chose ethnique, et les contacts avec l'extérieur s'effectuaient à travers une méfiance non dissimulée. La cristallisation des structures féodales des pouvoirs locaux et les convoitises des Empires avoisinants vont aiguïser la méfiance envers l'étranger, envers l'au-delà du connu territorial villageois. La mise en place du pouvoir princier, d'origine allochtone ou autochtone, processus étendu sur environ sept siècles (les trois derniers du premier millénaire et les quatre premiers siècles après l'an mil) a profondément bouleversé les systèmes d'appropriation des terres et surtout les formes de propriété. Aux processus ancestraux d'appropriation communautaire lente et diffuse, contrôlés par les coutumes locales, se

sont lentement imposé (XII^e-XX^e siècles) des systèmes administratifs plus ou moins articulés, qui ont essayé de subordonner les territoires locaux aux lieux centraux du pouvoir centralisateur et de remplacer les projets transactionnels locaux avec des projets transactionnels extérieurs et inconnus mais très puissants (figures 5 et 6).



Figure 5 – La construction du territoire étatique moderne de la Roumanie, 1699-1792
(source: Rey, Groza, Ianoș, Pătoreescu, 2000)

La Transylvanie, le Banat, la Crișana et le Maramureș, régions auxquelles s'ajoutera plus tard la Bucovine (dans le XVIII^e) ont connu très rapidement (dès le XII^e et XIII^e siècles) les formes d'organisation administrative correspondant aux féodalités centrales et ouest-européennes. Le *Comitatus Timisiensis* (comté de Timiș) est attesté

depuis 1177 et il est devenu depuis le XIII^e la région de Banat³⁹. Le système administratif organisé sur des comtés, des villes, des *pays* roumains, des *scaune*, comme pour le Pays des Sicules, et des communes libres, avec une évidente présence locale des fonctionnaires du Royaume ou de l'Empire, avec un cadastre très tôt introduit et avec une précoce capitalisation de l'économie, a permis un encadrement serré du territoire transylvain.



Figure 6 – La construction du territoire étatique moderne de la Roumanie, 1859-1878
(source: Rey, Groza, Ianoș, Pătroescu, 2000)

La colonisation des populations saxonnes, slaves et finno-ougriennes, en vagues successives, a créé de tensions avec les populations roumaines locales, poussées de plus en plus vers l'au-delà inconnu de leurs territoires locaux (le cas des bergers de Mărginimea Sibiului et de la dépression de Făgăraș, des pays de Bârsa et de Năsăud, des agriculteurs de la Vallée

de Mureş, des Târnavé et de Someş etc.). La colonisation catholique du Banat, dans le XVIII^e siècle, a ajouté aux Roumains (entre 59% et 80% de la population, selon les sources), aux Serbes et aux Croates, des Allemands, des Hongrois, des Français, des Espagnols, des Italiens, des Tchèques, et même des Ukrainiens orthodoxes, changeant fortement le paysage ethnique (figure 7). Souvent ces colonisations ont eu comme résultat le déplacement des populations roumaines vers les régions marécageuse du sud-ouest et vers les aires montagneuses de l'est du Banat⁴⁰, source principale de la juxtaposition et d'interdiction du mélange des constructions territoriales locales. L'introduction rapide du servage, les expropriations des terres, l'imposition d'un statut de *gentry* – de petite aristocratie – aux nobles roumains⁴¹, les manipulation du contexte religieux, ont été de processus qui ont repoussé de plus en plus loin les villages roumains de Transylvanie, notamment ceux des pays (*țări*) plus isolés, dans leurs retranchements territoriaux.

La Moldavie et la Valachie, fondées au XIV^e siècle, ont mis en place un hybride administratif qui combinait les tendances centralisatrices de type ouest européen avec une administration centrale flexible – ou plutôt floue – sans d'autres représentants dans le territoire que les aristocrates locaux, souvent d'origine étrangère, soumis périodiquement aux humeurs des envoyés du prince régnant. Ce système s'est avéré désastreux pour la gestion territoriale car, suite aux complots incessants, le seul point de stabilité se trouvait à l'extérieur: la Sublime Porte, le roi polonais ou hongrois ou le tsar de la Russie. Dumitru Drăghicescu (1995) a calculé que dans le XVI^e siècle il y avait de longues période où la durée moyenne du pouvoir du prince en place ne dépassait pas trois mois. Dans ces conditions *la propriété sur la terre, seule source de richesse, est vite devenue aléatoire*. Les communautés paysannes ont été condamné au servage et à l'esclavage (systèmes abolis seulement dans le XVIII^e et le XIX^e siècles) et les propriétés des aristocrates et des monastères étaient à la merci du prince temporaire⁴², désireux de s'enrichir le plus vite possible, avant qu'un sultan ou qu'un roi quelconque, suite aux complots locaux, ne le change pas avec un autre. Les villages restaient souvent déserts car les paysans, spoliés de leurs terres et soumis aux exactions de toute sorte, fuyaient leur terroirs et leurs maisons. Le prince Michel le Brave, symbole actuel de l'unité nationale, fut obligé à « lier » les paysans à la terre, mais à une terre qui ne leur appartenait plus...

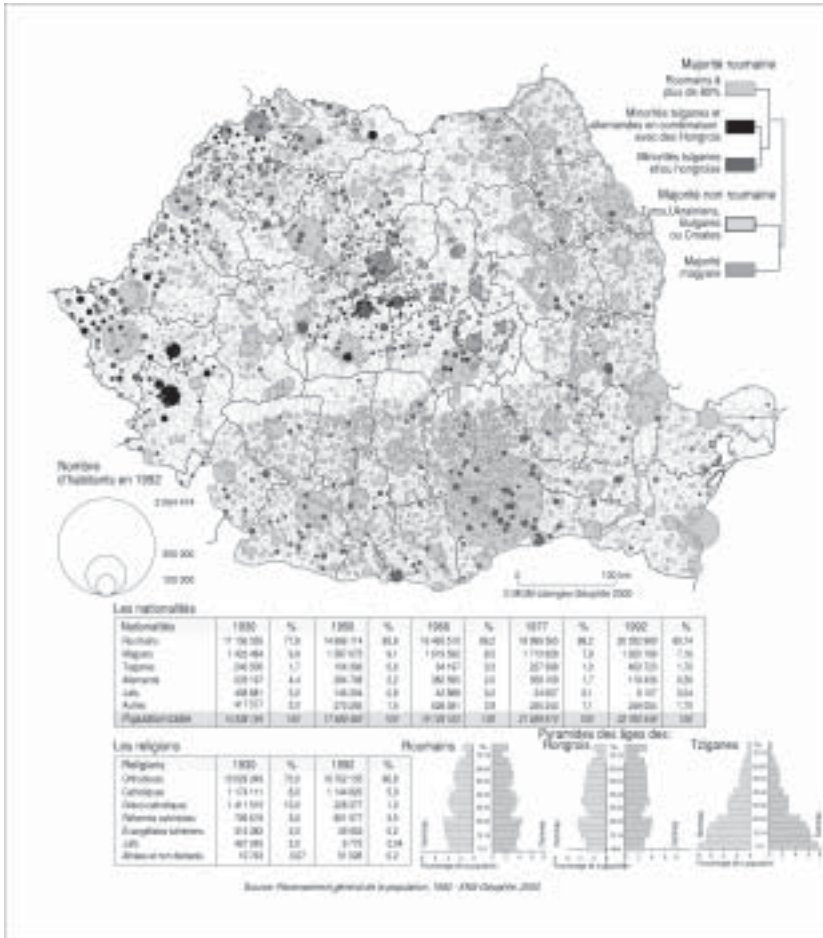


Figure 7 – La carte du paysage ethnique de la Roumanie (source: Rey, Groza, Ianoş, Pătroescu, 2000)

Seules quelques aires, traditionnellement propriétés des paysans libres (les *răzeşi* en Moldavie et les *moşneni* en Valachie), situées dans des contrées plus isolées des hauteurs de l'Olténie et de Munténie, du Plateau de Bârlad et des montagnes moldaves, sont sorties relativement indemnes de ces tempêtes, bien que diminuées quantitativement. C'est dans ces aires que les coutumes se sont le mieux gardé, y compris durant la période

communiste, du fait de leur isolement et de la fragmentation géomorphologique qui rendait inintéressante la communisation des terres.

L'effort des princes d'intégrer économiquement les «amériques intérieures» ont déclenché assez tôt (XVI^e-XVII^e siècles) des processus de colonisations avec des populations ouest-européennes (Français, Suisses, Allemands), slaves (Bulgares, Serbes, Ukrainiens, Ruthènes, Polonais, Russes) et notamment des Roumains de Transylvanie. Ces phénomènes, accélérés dans le XIX^e siècle, avec l'essor d'une agriculture commerciale possible grâce à la libérations des Détroits, ont densifié le peuplement de la Plaine de la Moldavie, du sud de la Bessarabie et de la grande plaine de la Valachie. Faible exercice d'altérité, la création de ces communautés villageoise à forte caractère fonctionnel n'a pas produit des territorialités fortes.

La propriété sur les terres restait aléatoire et incertaine, à cause du phénomène d'expansion de la grande propriété domaniale et ecclésiastique fonctionnant selon les règles de l'agriculture extravertie⁴³. Vers la fin du XIX^e siècle les paysans ne détenaient que 25-30% des surfaces agricoles mises en valeur dans la grande Plaine Roumaine⁴⁴. Plus qu'est, les pseudo-territoires des nouveaux villages des colons n'étaient pas le résultat d'un processus spontané, consenti et développé sur de longues durées. Les surfaces n'étaient plus appropriées ; elles étaient *donné* en propriété, selon des contraintes cadastrales et pas du tout territoriales. *Un territoire sans appropriation ne crée pas de la territorialité: il crée au plus de l'attachement mais pas d'enracinement.* Ces nouveaux territoires villageois se sont installé dans les espaces interstitiels laissés libres par les villages spontanément apparus dans les bas-pays roumains, peuplés au fil des siècles à travers des processus d'essaimage (*roire*), de migration à partir des hautes pays ou d'avancement des anciens fronts pionniers. Les discontinuités territoriales se sont ainsi multipliés et ont continué à renforcer les mécanismes d'identification ethnique, empêchant l'apparition et le développement des expériences d'altérité.

Dans les Principautés Unies et dans la Transylvanie (fin du XIX^e siècle) et puis en Roumanie moderne, depuis 1918, les réformes agraires successives, la perte de l'importance du secteur agricole, l'urbanisation, l'industrialisation et ensuite l'installation du système communiste ont constitué autant de catastrophes, de points de bifurcation, qui n'ont pas eu guère le don d'unifier ces territoires disjoints, fortement enracinés dans le local. Les discours politiques ambigus, les mémoires collectives relatives aux périodes noires de l'histoire moderne, les différenciations

économiques, religieuses et culturelles ont été d'autres facteurs qui ont interdit le développement de l'altérité. En Roumanie il n'y a pas de communes ethniquement pures, sauf celles habitées par des Roumains⁴⁵. Par contre, si on descend au niveau du village, on peut trouver de nombreux exemples de localités rurales élémentaire (villages, hameaux) habités exclusivement par des Hongrois, des Ukrainiens, des *Lipovans*, des Turcs, des Tatars, des Slovaques, des Tziganes et autrefois des Allemands. Leur nombre est supérieur aux villages mixtes, à l'exception de quelques aires sous régionales de Banat, de Crișana, de Maramureș et de Transylvanie centrale⁴⁶. La juxtaposition plutôt que le mélange⁴⁷ – voilà une preuve de la construction alvéolaire du territoire roumain actuel, source d'une infinie diversité pleine de richesses complémentaires, occultées durant des décennies au nom d'une idéologie exclusiviste de l'unité territoriale.

II.1.2. La ville

Nos châteaux-fort (cetăți), peu nombreux, constituent rarement de repères de conscience à résonance qui dépasse le local ou le régional. Font exception quelques châteaux-fort de Moldavie (Cetatea Sucevei, Cetatea Neamțului, Cetatea Albă), tandis que leurs correspondants de Valachie (les cités de Târgoviște, Bucarest, Giurgiu, Brăila, Poienari-Argeș) ne jouissent pas de l'attachement populaire.[...] Dans la Transylvanie et dans le Banat, la plupart de cités les mieux préservées (Brașov, Sibiu, Sighișoara, Râșnov, Prejmer, Alba Iulia, Deva, Bistrița, Radna, Arad, Timișoara, etc.) représentent de symboles importants pour d'autres ethnies, [...] leur perception par la population majoritaire étant extérieure, admirative, intellectualisée mais très peu structurée affectivement.

(N. Popa – *Identitate, teritorialitate și prestigiu...*)

L'opposition village-ville, classique et banale opposition entre tradition et modernité, n'a jamais été simple en Roumanie. J'oserais même dire

que la Roumanie n'a jamais connu une vraie opposition entre l'urbain et le rural, avec tout ce que cela veut dire. La ville n'est pas venue pour se constituer dans un autre repère identitaire, culturel ou spatial ; elle n'a fait qu'embrouiller les choses.

Après la disparition de la génération des villes et des cités antiques, daces et surtout romaines dans le *Dark Middle Age*, le fait urbain a repris d'abord en Transylvanie, avec la création des cités saxonnnes au sud et à l'ouest de la région (Sibiu, Sebeș, Mediaș, Brașov, Sighișoara, Reghin, Bistrița...). Après l'an mil, l'intégration dans le Royaume Hongrois, l'autonomie d'après Mohács et puis le fonctionnement dans l'Empire Austro-hongrois ont été des processus historique qui ont connecté aux rythmes et aux réseaux centre-européens et occidentaux les premières villes médiévales et les autres qui sont apparues ensuite (Cluj, Timișoara, Oradea, Arad, Satu Mare, Baia Mare...). Ces villes, lieux centraux de leurs territoires et relais administratifs du pouvoir central, se sont développés dans le cadre d'une vive concurrence spatiale, ce qui les a obligés se munir de véritable fonctions urbaines. Lieux de l'administration, des métiers, des finances et du commerce, ces villes transylvaines ont très tôt polarisé le territoire de *façon continue*, toute la population étant liée au centre urbain le plus proche à travers les mécanismes de la bureaucratie royale ou impériale, à travers les relations monétaires précocement développées, à travers les relations banales du commerce quotidien ou par l'intermédiaire du commerce interrégional.

La ville transylvaine avait donc tous les atouts pour devenir un vecteur de la modernité, un espace de transaction et de pratique de l'altérité, un territoire neutre apte de créer *les inconnus indifférents* et de perfectionner *l'art de la fausse rencontre* (Zigmunt Bauman) ou bien le *public man* défini par Richard Sennett (1979). Mais la ville transylvaine a préféré la juxtaposition au mélange... Fondées et développées par les ethnies autres que roumaine (hongroise et allemande), ces villes ont été implantées à l'intérieur des aires habitées notamment par ces groupes ; durant le Moyen Age la population roumaine était interdite de s'y installer. Pour les population roumaines rurales des provinces de l'ouest, la ville est restée jusque vers 1900 une invention étrangère, une immixtion territoriale indésirable, un objet spatial à fonction aliénante car porteur d'un projet transactionnel extérieur, lointain et inconnu.

En Moldavie et en Valachie, la ville était affaire de décision du pouvoir: le statut urbain s'achetait ou était acquis à travers la décision du prince régnant. Mais la ville des deux principautés féodales n'était pas

la localité urbaine fonctionnelle de Transylvanie. Son fonctionnement était périodique, surtout pour les petites villes, qui n'accomplissaient leur rôle polarisateur que les jours de marché. Seules les villes administratives (Suceava, Târgoviște, Iași, Bucarest, Craiova, Babadag) et les villes-marché en relation avec le réseau des routes transrégionales (Dorohoi, Botoșani, Roman, Brăila, Câmpulung Muscel) manifestaient une certaine continuité de la vie urbaine. Pour les paysans, qui comptaient pour plus de 90% de la population, la ville était un simple relais entre plusieurs villages.

Les points de commerce s'organisaient autour des foires (*târg*, pl. *târguri*), à fonctionnement intermittent et dont l'apparition était dictée à travers les relations de pouvoir entre les aristocrates locaux et le prince régnant, sans trop de liaison avec les notions de centralité ou de polarisation. Ces lieux de commerce, parsemés au long des routes commerciales d'importance locale et régionale, et qui ont évolué ensuite vers le statut de petites villes, étaient les lieux où se rencontraient les *semblables* avec les *étrangers-visiteurs*, à savoir les commerçants ambulants de sel, poisson, bois, blé, bétail, chaux. Ces *târguri* ne pouvaient donc pas assurer un cadre territorial favorable à la cohabitation durable des *semblables* et des *inconnus*. Les débuts de cette cohabitation ne commencent que vers la fin du dix-neuvième siècle, avec l'arrivée massive des populations emportées par les vents de l'histoire (population juive de Galicie et de Russie, Arméniens, Grecs de Turquie, Bulgares)⁴⁸. L'évolution de ces *târguri* vers un statut de place centrale était beaucoup freiné par le système agraire qui privilégiait les grands propriétaires, ceux-ci les seuls à s'ouvrir vraiment au commerce régional et international de bétail et surtout de céréales qui n'avait commencé qu'après le traité d'Adrianople qui a délivré les Détroits de l'emprise de la Sublime Porte. Par contre, la masse paysanne et les esclaves tziganes, totalement enfermés dans le cercle de la subsistance, étaient très peu mobiles et donc très loin de tout espoir d'une économie extravertie. Ce n'est pas étonnant alors qu'en 1912, sur les 120 localités à statut urbain (existant sur l'espace actuel de la Roumanie), 70 avaient moins de 10 000 habitants et seulement 10 dépassaient le seuil de 50 000 habitants. Parmi ces dernières la plus grande comptait 341 000 habitants (Bucarest, capitale du royaume depuis un demi-siècle), suivie par 3 ville de plus de 70 000 habitants (Iași, Timișoara, Galați), par 4 ville de plus de 60 000 habitants (Brăila, Oradea, Arad, Cluj) et deux de plus de 50 000 habitants (Ploiești et Craiova)⁴⁹.

La modernisation forcée des années 1830-1860 des structures foncières, l'apparition de la bourgeoisie financière et industrielle et l'arrivée massive des populations tertiairisantes a rendu aux villes de l'Ancien Royaume un certain statut d'urbanité. Mais le processus le plus important de cette période est le début des tensions entre l'aristocratie ayant perdu le pouvoir économique, en gardant les règnes de la culture, et la bourgeoisie ayant accédé au pouvoir économique et politique mais sans assises culturelles. De cette période datent les origines de la schizophrénie identitaire actuelle des Roumains et aussi de l'embrouille quant aux rapports rural-urbain.

Les intellectuels de la fin du XIX^e siècle appartenaient dans une mesure décisive à l'aristocratie déchue de ses droits et de ses privilèges séculaires. La bourgeoisie naissante était pour la plupart d'origine allochtone, notamment magyare et allemande en Transylvanie, et d'origine juive, mais aussi roumaine, grecque, arménienne, dans le Royaume de la Roumanie. Le centre de la production de la richesse avait changé: des espaces agricoles, de plus en plus ignorés par une Europe tournée vers les céréales américaines, il était passé dans les industries et les commerces contrôlés par les villes. Exclue de la vie économique et parfois politique, les intellectuels provenant de la noblesse foncière se sont réfugiés dans la culture, creusant dans le passé pour trouver les sources d'inspiration mais aussi les armes idéologiques à utiliser contre la bourgeoisie métèque et urbaine:

la ville semblait une excroissance étrangère sur le sain tronc roumain [...]. L'opposition entre le village et la ville, entre la pureté ethnique et culturelle du paysan et du "vrai" boyard autochtone et le cosmopolitisme de la bourgeoisie roumaine est fréquemment invoquée pour plus d'un siècle. L'idéalisation du village et du passé patriarcal représente un thème de prédilection pour la littérature roumaine. Le refus de la modernité – dans sa seule version réelle, celle bourgeoise et citadine – était telle qu'Eugen Lovinescu s'est senti obligé de mener une véritable campagne, entre les deux guerres, pour la réhabilitation du milieu urbain dans la littérature⁵⁰.

Enchevêtrée avec l'idée de la création d'une conscience nationale, cette attitude culturelle s'est avérée plus tard un vrai cocktail Molotov social. Si la confrontation était restée seulement dans les hautes sphères des élites, probablement qu'aujourd'hui une grande partie des tensions sociales n'aurait pas de sujet, mais la modernisation de la Roumanie

avait marqué aussi le début de *démocratisation de l'enseignement*. De plus en plus de jeunes avaient accès à l'éducation, or l'éducation était directement influencée par les textes littéraires et historiques des intellectuels engagés contre la modernité.

La querelle a coupé court une fois les communistes au pouvoir, mais pas ses échos. Puisque l'ennemi direct et déclaré du *système* était la bourgeoisie, en conflit culturel et politique avec les descendants de l'aristocratie, et parce que le programme politique des années '60-'70 était structuré sur l'idée d'un nationalisme dur et pur, l'enseignement et l'environnement culturel tout entier a repris les idées des intellectuels de l'ancienne classe des boyards.

Des générations et des générations d'élèves, vivant de plus en plus en villes (50% de population urbaine en 1986, pourcentage dû à un puissant exode rural et notamment au gonflement artificiel du système urbain, figure 7) enseignaient ardemment sur les vertus de la ruralité roumaine et du paysan habitant des campagnes idylliques, maître forgeron d'un passé doré et glorieux. Parallèle et opposé aux enseignements de l'école (notamment de l'histoire et de la littérature) il y avait le discours politique public, prônant la fin de paysans, la victoire finale de la classe ouvrière, la supériorité de la vie urbaine et de l'industrie face à la vie rurale et à l'agriculture. Cerise sur le gâteau, il y avait le quotidien et la réalité qui fouettait inlassablement ces convictions « intimes » induites idéologiquement: les paysans qui fuyaient des campagnes primitives et délaissées à la recherche d'une vie meilleure dans les villes; les citadins qui allaient chercher de menus vivres dans justement ces campagnes glorieuses/à déconsidérer et idyllique/à fuir; des parents et des grands-parents qui mouraient dans des villages misères après avoir poussé leurs enfants vers les villes jamais comprises... Comment construire une opposition urbain-rural? Comment garder ou construire des repères identitaires ruraux ou urbains?

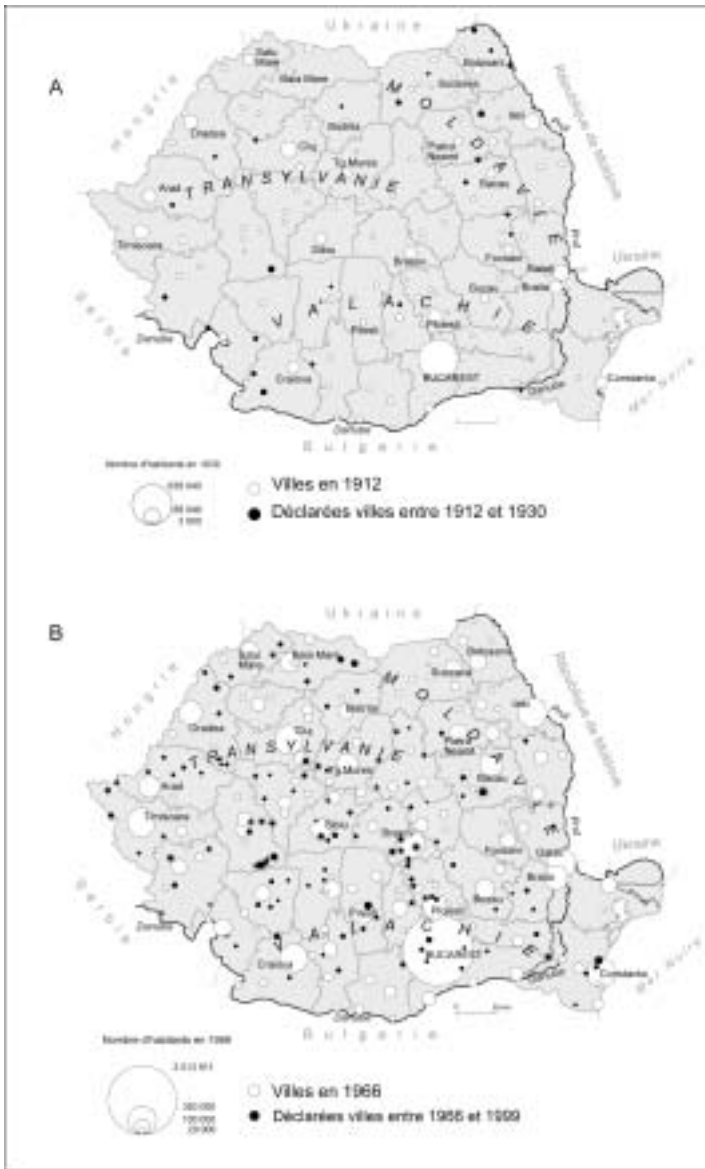


Figure 8 – L'évolution du système urbain en Roumanie (source: Groza, 2001)

Dans les quartiers nouveaux des villes – on peut dire presque *dans les nouvelles villes* – la schizophrénie identitaire était, et l'est encore, très visible. Les paysans devenus à la hâte des citoyens ont apporté leurs territorialités faites de juxtapositions de lieux. La transplantation de cette attitude territoriale a été facilitée par la cinématique de la construction fragmentée du nouveau espace urbain:

...les blocs sont construits par tranche, au fur et à mesure la composition socioprofessionnelle de chaque bloc est de la sorte homogène, tandis que les blocs diffèrent les uns des autres. Cette structure horizontale en mosaïque est renforcée par le fait que les entreprises, qui en général financent les blocs, restent chargées de la gestion de leurs logements. Les nouveaux arrivés, dépourvus de toute représentation du territoire urbain, prennent leur quartier pour la ville tout entière. À l'intérieur de cette « ville » amputée, ils définissent leur identité territoriale en rapport avec les autres groupements de blocs, habités par les employés des autres entreprises. [...] La situation gagne en complexité en raison de l'omniprésence de l'industrie: les entreprises possèdent leurs propres blocs, leurs centres médicaux, patronnent chacune son école et souvent gèrent leurs propres magasins, alimentaires ou non⁵¹.

Dans ce milieu, *l'espace esthétique*, construit *par* et *pour* le *flâneur* et le *public man* de Bauman ou de Sennett est resté une chimère. Le territoire de la ville roumaine a été amputé de la dimension la plus fédératrice des diversités – le sens des lieux parcourus à travers les trajectoires dictées par le libre arbitre et par le plaisir de la liberté. L'esthétique a fait place au fonctionnalisme grisâtre, imposé par un projet étranger et aliénant.

Si la construction d'une identité passe par la prise en compte d'un héritage et la préservation d'un patrimoine socio-historique, si les capacités à se souvenir, à préserver et perpétuer un passé font partie d'un sentiment identitaire, ce dernier trouve un site d'expression privilégié dans les lieux de mémoire⁵².

Dans les villes roumaines, sous les bulldozers de la modernité socialiste, la plupart des repères identitaires et des lieux de mémoires avaient disparu. Les anciens lieux (vieux centres, vieilles promenades, des bâtiments des siècles passés, des places symboliques) ont été systématiquement détruits ou déclassés. Les jeunes générations ont eu comme cadre de vie un territoire vide de sens, ou à sens détourné, sans repères profonds. Les

séquences territoriales, les nouveaux lieux construits suivaient des règles itératives, enlevant toute signification et toute symbolique spatiale. La ville était devenue un prison en air libre.

II.1.3. Des villages et des villes: le territoire entre sentiment et action

Tout comme dans les villages incertains quant à la stabilité de la propriété sur leurs terres, dans ces villes éclatées aussi il y avait beaucoup de territorialité et très peu de sens communautaire. Beaucoup d'affectivité et peu d'enracinement. La longue construction des alvéoles identitaires affectives fondée sur les juxtapositions territoriales, venant du passé historique, ont facilité le morcellement des représentations identitaires. Plus encore, ce fait a donné une place de choix aux attitudes réflexives quant à la perception et la pratique du territoire, limitant dangereusement l'implication effective et le développement du sens de la responsabilité individuelle et collective. La territorialité actuelle en Roumanie est oscillante, démontrant un mélange instable de pratique communautaire de l'espace moral (dans le sens de Bauman) et d'attitude individuelle vis-à-vis de l'espace cognitif.

Les sondages et les études, menées aux différentes échelles spatiales, montrent souvent cet état de choses. Le sondage de *Metro Media Transilvania* de mai 2001, fait à l'échelle nationale, montre le fait que les gens sont *contents et très contents* quant à la qualité de leurs lieux quotidiens: des lieux de loisir (69%), de la gestion édilitaire (97%), des services médicaux locaux (90%), du transport publique (66%). Cela n'empêche pas le désir de quitter le pays: 85% des questionnés ont déclaré qu'ils aimeront émigrer et vivre à l'étranger, malgré le fait que 69% avaient affirmé qu'ils sont *fiers et très fiers* d'être des Roumains. Une autre étude, effectuée dans le Banat⁵³ montre que l'attachement des Roumains face aux communautés locales touche les 90% mais aussi que leur enracinement est faible: la propension d'aller vivre ailleurs touche 60% des interviewés. Le fait que pour les Magyars de la même région les valeurs sont de 52% et respectivement 60% vient à l'appui de l'idée que la stabilité historique de la propriété et du statut social, favorables au fil des siècles à la population magyare, compte beaucoup dans la dynamique du couple affectivité-enracinement. Les études menées à l'échelle locale (ville et quartier) avec mes étudiants (dans les villes de Pașcani, Iași, Vaslui, Botoșani) montrent le même comportement: plus de 90% des

habitants se déclarent très contents de leurs lieux de vie (bloc, quartier, ville) mais entre 80 et 90% ont déclaré de vouloir déménager!...

La juxtaposition des territoires et la faible mobilité spatiale et spirituelle ont laissé champ libre à la création de l'espace moral (dans le sens donné par Bauman) par un discours identitaire nationaliste de nature exclusiviste. Et cela pour toutes les trois ethnies majeures de la Roumanie, le Roumains, les Hongrois, les Allemands, qui, ignorant le modèle français, contractuel, de la nation, avaient adopté le modèle allemand, fondé sur l'ethnicité, l'histoire, le sang et la culture:

Les Roumains se définissent par leur origine commune, par leur langue unitaire, par l'histoire partagée, par une spiritualité spécifique. On comprend donc pourquoi, tout comme les Allemands et les Magyars, ils ne peuvent pas accepter la dissociation des gens ayant la même origine (*de același neam*) dans des nations distinctes, et aussi pourquoi ils ont du mal à prendre pour de vrais Roumains les Roumains d'origine et de langue différente (le cas des Magyars de Transylvanie qui, partageant la même attitude, sont très peu disposés à s'intégrer dans la masse roumaine)⁵⁴.

On trouve ainsi une des explications du faible degré d'altérité et de mixage socioculturel et par là aussi *la source discursive, idéologique*, des attitudes nationalistes. Dans le même sondage de *Metro Media Transilvania*, 97% des sujets ne seraient pas dérangés d'avoir des voisins Roumains, 86% et 91 % n'ont rien contre de voisins Magyars et respectivement Juifs. Les choses apparaissent donc normales et européennes mais si on regarde, géographiquement, de plus près, à l'échelle régionale, le paysage change rapidement et des vérités bizarres font surface. Pour une moyenne nationale de 12,2% des Roumains ayant répondu « oui » à la question « Est-ce que cela vous dérangerait d'avoir un voisin Magyar ? », on enregistrait seulement 2,9% de réponses positives en Crișana-Maramureș, 6,9% en Transylvanie mais 8,8% en Dobroudja, 13,2% à Bucarest, 13,4% en Munténie, **17,6%** en Olténie et **19%** en Moldavie! La même distribution apparemment paradoxale est mise en évidence quant à la population juive (un total de seulement 9 000 personnes sur l'ensemble de la Roumanie actuelle): les pourcentages des "oui" ont été de 4,8% en milieu urbain mais 10,3% en milieu rural, où les juifs ont été moins présents que dans le villes... Régionalement, les réponses positives ont couvert 10% en Moldavie (où la présence juive a été très importante) mais aussi 5,6% à Bucarest, 8,3% en Olténie, 8,5% en Dobroudja et 9% en Olténie...

Comment expliquer le paradoxe d'avoir une attitude de rejet plus prononcée dans les régions peu ou pas du tout confrontées avec la présence d'une ethnie quelconque sinon à travers la connaissance incomplète et surtout indirecte, par l'intermédiaire des discours idéologiques, de l'état des choses d'un *Ailleurs* lointain, inconnu et par définition dangereux ? Et comment expliquer cette porosité face aux exagérations des discours créateurs d'espace moral sinon par le mécanismes ancestraux de la mise en place d'un système territorial alvéolaire et fragmenté, sans trop de contacts entre les cellules composantes ? Et comment expliquer que la modernité, censée à cartographier exactement le territoire et à utiliser les limites fortes des territoires, à travers des stratégies décrites par Deleuze, de Certeau ou Derrida, ait fait faillite en Roumanie, donnant la primauté aux dimensions floues, idéologiques, du territoire ?

III. L'erreur administrative – en guise de conclusion⁵⁵

En 1789-1790, la Révolution française a voulu rationaliser l'armature urbaine du pays, en même temps qu'elle découpait le territoire en départements. Il est vite apparu que désigner les chefs-lieux des nouvelles circonscriptions demandait autre chose que le simple respect des centralités géométriques. Il fallait tenir compte des convenances, c'est-à-dire des courants déjà acquis, du passé institutionnel ou culturel ; arbitrer, par conséquent, entre des rivalités urbaines plutôt qu'enregistrer l'existence d'un dispositif quasi-naturel....

(M. Roncayolo – *La ville et ses territoires*)

Dans la plupart des sondages, la population roumaine révèle une hiérarchie très intéressante de l'attachement territorial: en premier lieu intervient l'échelle locale (village, ville, département) suivie de près par l'échelle nationale (la patrie) et, très loin derrière, apparaît l'attachement à la *région*⁵⁶. Ces choix identitaires s'expliquent d'un côté par l'ancrage affectif dans le local, dans les espaces cognitifs de Bauman, et d'un autre côté par la création, à travers le discours politique, d'un

espace « moral » fondé sur l'idée nationale. La région, moule identitaire séculaire implicite, a été soigneusement écartée du discours publique (ou, au plus, elle apparaissait seulement dans des discours et des conjonctures neutres). L'emprise identitaire des territoires sur les consciences individuelles et collectives a été un enjeux majeurs de tous les systèmes de pouvoirs qui ont contrôlé l'espace (les espaces) de la Roumanie moderne, fait visible à travers une brève incursion historique, au long des avatars des maillages administratifs roumains.

En Transylvanie, avec l'organisation administrative la plus stable au long des dernières neuf siècles, l'équivalent du point de vue administratif-territorial pour le département actuel était le comté, le *comitat*, pluriel *comitate* et plus tard le *district*. Pour les zones peuplées par les *sași*/ « Saxons » (population d'origine allemande) et *secui/Sicules* (population d'origine hongroise), il y avait le *scaun*, pluriel *scaune*, tandis que pour les Roumains, plus ou moins officiellement, les anciens *țări* (pays) faisaient l'office d'unité d'administration. En 1784 il y avait 7 *comitate*, 7 *scaune* des *sași*, 5 *scaune* des *secui* et 4 districts impériaux. L'union de 1918 avec le Vieux Royaume a apporté en Transylvanie l'organisation en *județe*, *plase* et communes.

Par rapport au Vieux Royaume où le département fut la structure officielle adoptée dès le début par les population autochtones, en Transylvanie son équivalent a été imposée par l'administration royale hongroise puis par celle impériale des Habsbourg. Selon la position officielle de la cour royale/impériale, les Roumains, pourtant majoritaires, étaient considérés nation tolérée. Vivant dans un environnement spatial où tous les codes (toponymes surtout, mais aussi ceux des organisations politiques, sociales, religieuses) portait l'empreinte étrangère, la population roumaine a choisi de rester calée dans les très anciennes organisations sous-régionales, constituées très tôt: les *pays*. Essentiellement urbaines ou colonisés de façon compacte, les populations allemandes ou hongroises s'identifiaient plutôt avec les villes ou avec les divisions administratives officielles. Cela à un tel point que l'essai de modernisation administrative de 1784 de l'Empereur Joseph II a généré le mécontentement des autorités locales, qui ont obtenu en 1790 le retour à l'ancienne organisation.

Dans les deux provinces du Vieux Royaume, le pouvoir central exerçait ses prérogatives au niveau local par les représentants envoyés par le prince pour contrôler les grands propriétaires. Ce mécanisme flexible a permis pourtant l'esquisse d'un certain maillage administratif, contrôlé

par des « administrations » raréfiées, localisées d'habitude dans les principales bourgades, où il y avait des garnisons et donc des représentants du pouvoir. Ces espaces, équivalents des départements, étaient appelés en **Moldavie** *ținut*, pluriel *ținuturi* (qui tiennent de), comme par exemple le *ținut* de Fălciu, le *ținut* de Neamț. La *Chronique du Monastère de Putna* identifiait dans la première moitié du XV^e siècle 24 *ținuturi* et leurs chefs-lieux, presque le nombre des départements de l'entre deux guerres. En 1832, suite à la perte de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord, la région comptait 16 *ținuturi* avec 76 sous divisions (*ocol*, pl. *ocoale*). Dans le langage paysan actuel l'identification d'un lieu ou d'une personne par l'expression « tenir de » où « être rattaché à » (*a ține de*) quelque chose (mairie, organisation, commune) est encore très employée. Pour la **Valachie**, l'équivalent de *ținut* est le *județ*, pluriel *județe*, c'est-à-dire l'espace sous l'autorité de quelqu'un ayant le pouvoir de juger, d'un juge (*jude*). Les premières attestations documentaires des organisations féodales valaques sont due au chroniqueur du roi Belá IV de Hongrie (1247), tandis que celles des *județ* (le terme actuel pour les départements) datent de 10 juin 1415 (le *județ* de Motru en Valachie). Ces formes de découpage administratif sont présents encore dans la pratique de l'espace, car dans le monde paysan il est fréquent de répondre à la question « Où vas-tu ? » par « *la* (au) *județ* (jugement) », si l'interrogé part pour le chef-lieu du département. Il est évident qu'il ne s'agit plus du sens initial du terme (jugement), mais du sens administratif.

Pour le Vieux Royaume, l'identification spatiale des habitants avec les *ținuturi* et les *județe* est un fait acquis, vu le long fonctionnement de ces formes d'organisation administrative. Cette identification est le résultat d'une identification de longue durée, neutre du point de vue conflictuel (politique, religieux, culturel ou d'un autre ordre). Pourtant, à travers le discours politique soumis au projet national, ce maillage fondamental du territoire, malgré sa nature neutre, a fait l'objet de plusieurs actions/interventions des structures de pouvoir hâtives à manipuler l'état conflictuel des contenus locaux.

La première intervention a été consécutive à l'union de la Moldavie et de la Valachie (1859), concrétisée par la loi d'organisation administrative de 31 mars 1864 (complétée en 1874, 1894 et 1904). En échange d'un prince moldave comme l'autorité des Principautés unies dans un seul Etat, les négociations concernant le choix de Bucarest (et pas de Iași) comme capitale de la Roumanie, et les pressions des élites de la Valachie ont imposé au nouveau pays l'organisation administrative

valaque, en *judet*, *plasă* et, nouveauté, commune (*comună*), instituée selon le modèle belge. Cela n'a pas changé les référentiels spatiaux des habitants, puisque les chefs-lieux sont restés presque les mêmes, et la population a continué de penser en terme de « tenir de » en Moldavie ou « aller au *judet* » en Valachie. Après l'union de la Transylvanie, de la Bessarabie et du *quadri latère* (le sud de la Dobroudja) avec le Vieux Royaume (1918), l'organisation administrative en place a été étendue sur tout le territoire, sans que cela change trop les référentiels identitaire spatiaux des transylvains.

La deuxième intervention, plus brutale, est la réforme administrative de 1950, ajustée en 1952, 1956 et 1961. Même si les buts étaient louables (une meilleure gestion du territoire dans le contexte des nouvelles conditions socio-politiques), le remplacement de l'ancienne organisation administrative par une nouvelle, d'origine soviétique (centrée sur des *régions* et des *raioane*), ne pouvait pas cacher le désir de détruire les moules de l'identité territoriales qu'étaient les *judete*. Ce deuxième objectif n'a pas été atteint en raison de la courte vie de cette organisation, remplacée en 1968, sous Ceaușescu, avec l'ancienne organisation en *judete* et communes (figure 9), cette fois-ci dans un but déclaré de désoviétisation et de la reprise du projet national/nationaliste.



Figure 9 – Les héritages alvéolaires départementaux de la période communiste
(source: Groza, 1999)

C'est la première fois que le maillage devient explicitement un instrument de modélisation des identités territoriales. Le système communiste a voulu bien sûr rompre avec la soviétisation de la Roumanie, mais aussi avec les structures anciennes du territoire roumain. Cela par un changement de codes et de signes de l'organisation administrative: changement de l'appartenance départementale de certaines communes, changement des anciens noms avec d'autres, en liaison avec les mythes du communisme, réduction du nombre des communes et de départements etc.

Cette brève analyse du fonctionnement des mécanismes de la construction de l'identité spatiale en Transylvanie et dans le Vieux Royaume met en évidence d'une part le rôle des longues durées dans les

processus de différenciation identitaire et aussi la solidité des identités ainsi construites. D'une autre part, elle révèle les deux mécanismes non-violents de la construction identitaire. Pour le Vieux Royaume il s'agit de la création d'une sécurité individuelle/collective offerte par un maillage départemental historique façonné par des multiples négociations et transactions sociales, économiques et politiques. Ces transactions territoriales se sont gardées généralement dans le registre du *neutre*, des conflits administratifs étant générés seulement aux confins des structures spatiales (de propriété ou d'autorité). Pour la Transylvanie, l'état conflictuel engendrant la construction identitaire ne se trouvait seulement au niveau spatial des clivages entre des groupes ethniques différents et ayant des fonctions de pouvoir différentes. Cet état conflictuel était présent aussi au niveau de l'imaginaire individuel/collectif, construit par cette quête permanente de localisation du *moi* (de *Nous*) par rapport aux *Autres*, *qu'ils soient différents ou pas* (les Roumains du Pays de Oaş ne se disent pas *oşeni* seulement par rapport aux Hongrois, mais aussi par rapport aux Roumains *maramureşeni* du Pays de Maramureş, immédiatement voisin). Si dans le Vieux Royaume l'identité départementale est plus ou moins *officielle*, dans la Transylvanie elle est essentiellement *officieuse*, l'une n'étant pas plus faible que l'autre.

Tout cela a conduit vers des identités régionales fortes, supportées dans l'espace par des structures territoriales puissantes, mises en place au fil de l'histoire (fig. 10). Il y avait un seul inconvénient: ces identités régionales ne correspondaient pas avec le projet national/nationaliste des structures politiques successives qui ont gouverné la Roumanie. La Royauté, la dictature royale, la monarchie parlementaire, la dictature militaire, le régime communistes et puis les pouvoirs républicains qui se sont succédées à Bucarest après 1990 ont quelque chose en commun: tous ces structures politiques n'ont jamais osé à mettre les identités régionales et sous-régionales, c'est-à-dire celle qui ont le plus de sens, aux fondements d'un maillage supérieur à celui des départements.

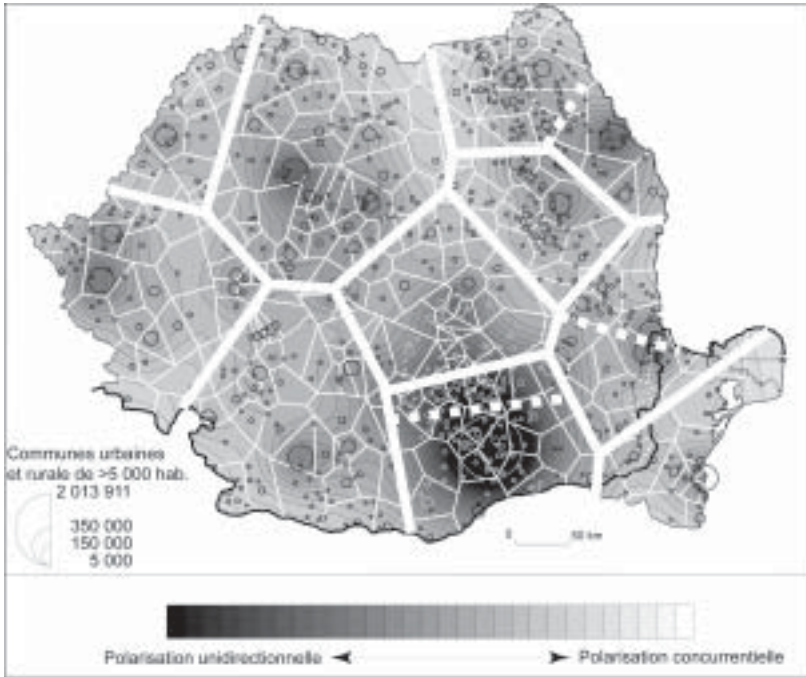


Figure 10 – L’architecture régionale du territoire roumain
(source: Groza, 1999)

L’organisation administrative de la Roumanie, initiée à travers la *Loi communale* promulguée par Alexandru Ioan Cuza le 1^{er} avril 1864, ne pouvait pas éviter les structures territoriales résultées par la longue évolution historique de ces entités régionale et infra régionale. Avant même les communes de 1864, Barbu Catargiu proposait en 1862 la création des préfectures générales – *prefecturi generale*, qui devraient grouper plusieurs départements – *judete*. Depuis il y a eu une panoplie entière de propositions, dont les *căpităniile generale* (Theodor Rosetti, 1888), les *dregătorii* (P. P. Carp, 1907), les circonscriptions régionales - *circumscripții regionale* (P. P. Carp, 1912), les régions – *regiuni* du projet libéral de 1918, les provinces – *provinciile* de C. I. Negruzzi de 1919, les régions - *regiuni* de la commission dirigée par S. Mehedinți de 1920 et les régions du projet de Constantin Argetoianu, initié en 1921 et repris

en 1931, et aussi les provinces – *provincii* parues à tour de rôle dans le projet de loi du Parti National (1922), dans le projet du roi Carol II (1938) et dans le projet du maréchal Ion Antonescu (1944). Un cas à part est représenté par les régions de type soviétique, officialisées par la *Loi d'organisation administrative-territoriale no. 5* de 8 septembre 1950, maintenues en place jusqu'à la réforme administrative de 1968.

Si on laisse de côté les deux *provincies* de l'administration militaire de Antonescu (la Bessarabie et la Bucovine), dans l'histoire de l'administration territoriale roumaine il n'y a eu que deux périodes de deux ans chacune qui ont connu une organisation régionale de la Roumanie moderne. La première est due à l'initiative du Parti National-Paysan – *Partidul Național-Tărănesc*, sous l'administration de Maniu, entre 1929 et 1931. La *Loi d'organisation de l'administration locale de 3.IX.1929* a matérialisé l'existence de 7 unités de type régional, à savoir les directorats ministériels locaux – *directorate ministeriale locale*, en tant qu'institutions de déconcentration et d'intégration administrative: I-Munténie (avec le centre à Bucarest), II-Bucovine (avec le chef-lieu à Cernăuți), III-Bessarabie (avec l'administration à Chișinău), IV-Transylvanie (avec le centre à Cluj), V-Olténie (le centre à Craiova), VI-Moldavie (le chef-lieu à Iași) et VII-Banat (avec le centre à Timișoara). La sensibilité nationale, comme c'est le cas aujourd'hui d'ailleurs, a imposé des solutions de compromis: le terme de région ou de province a été banni. Qui plus est, du point de vue fonctionnel, ces directorats étaient seulement des organisations territoriales du pouvoir central, les exigences régionales étant coordonnées à travers les associations de départements qui, à l'intérieur des directorats, avaient personnalité juridique.

Le nationalisme de Nicolae Iorga, dont le gouvernement a succédé le gouvernement de Iuliu Maniu, a provoqué l'éradication de cette forme de modernité administrative, état de faits perpétué jusque dans la période de la dictature royale. Le roi Carol II a repris l'idée régionale mais a accordé aux nouvelles unités administratives la dénomination neutre de contrée (*ținut*), leurs noms étant encore plus neutres: les dix *ținuturi* portaient les noms des oronymes ou des hydronymes locaux: Olt, Bucegi, Ținutul Mării (la Contrée de la Mer), Ținutul Dunării de Jos (la Contrée du Bas Danube), Nistru, Prut, Suceava, Mureș, Someș, Timiș.



Figure 11 – La peur de la région(*alisation*)
(source: Rey, Groza, Ianoș, Pătroescu, 2000)

Le même souci de ne pas donner des appellations historiques aux unités administratives (visible aujourd’hui même dans le cas de régions de développement) a caractérisé aussi la politique des communistes roumains, strictement surveillés par les commissaires soviétiques. Les régions établies par la loi de 1950 (28 régions), modifiée en 1956 (16 régions), ont gardé les mêmes dénominations neutres. C’est seulement après la retraite des troupes soviétiques et durant le timide dégel politique initié par Gheorghiu-Dej, à travers la modification de la Constitution et de la Loi administrative (le 27 décembre 1960), que certaines régions (5 seulement) des 16 restées ont repris leurs noms historique: *Banat*, *Crișana*, *Dobrogea*, *Maramureș* et *Oltenia*, à côté des régions de Argeș, Bacău, Brașov, București, Cluj, Galați, Hunedoara, Iași, Mureș-Autonomă Maghiară, Ploiești et Suceava.

L’anesthésie totale de la Région date du temps du national-communisme. Ayant renoncé aux anciens départements (*judete*),

la réforme administrative de 1968 a ciblé trois buts: anéantir les anciens repères identitaires, créer d'autres repères territoriaux raccordés symboliquement à l'image du parti communiste, et créer des unités administratives qui devraient combiner localement le politique et l'économique, (re)constituant *in micro* l'administration centrale. Le dernier volet de la stratégie a le mieux réussi, le département devenant une structure rigide de gestion, renfermée sur soi, répliquant involontairement les alvéoles ancestrales de la construction territoriale roumaine. Très stable à l'échelle de l'histoire administrative roumaine, la structure de 1968, encore en place, a constitué la trame des structurations spatiales départementales extrêmement puissantes, strictement contrôlées par l'idéologie communiste. Cela a fini par inculquer aux habitants des sentiments d'appartenance départementale. Ce sentiment était d'autant plus fort que les départements ne pouvaient mettre en route des stratégies de coopération interdépartementale, ce qui aboutissait sur une exacerbation des différenciations sociospatiales propres à ce niveau administratif.

L'environnement « culturel » créé par la propagande officielle a violemment promu seulement deux niveaux administratifs: le département et la Patrie, devenus les deux matrices identitaires de la nation. La région n'apparaissait que très peu dans le discours public: soit dans le cadre neutre des bulletins météorologiques, soit comme des matrices obsolètes et démodées de quelques spécificités folkloriques. A une exception près: la Transylvanie (réduite à Ardeal, sa partie centrale), qui devait entretenir le feu sacré du nationalisme. De ce point de vue, presque quarante ans la Roumanie n'a pas eu qu'une seule région – Ardeal.

Après 1989 on attendait un retour de la région sur le devant de la scène. L'événement s'est produit mais pas officiellement. Les mugets des régions ont fleuri à partir des racines qui ont toujours survécu dans le quotidien, réfugiées dans l'imaginaire des habitants. Les médias ont très vite saisi le processus. Radio Cluj est devenu *Radio Transilvania* et Radio Iași est à présent *Radio Moldova*. Des journaux, des maisons d'édition, des émissions (voir des chaînes) de télévision ont de plus en plus de connotations régionales. Il y a des réseaux de distribution commerciale des biens et des services à développement régional. Les réseaux de transport en commun interurbains, publics ou privés ont des extensions régionales, ce qui accélère et enrichit la vie économique et sociale à l'intérieur des régions. Les agences de tourisme vantent les atouts d'une région ou d'une autre et pensent leurs stratégies en termes de marché

régional. Il y a des dynamiques régionales en plein essor, fondées sur des coopérations et surtout sur des concurrences positives qui semblent échapper à l'attention des pouvoirs en place. Soumis aux mêmes peurs de fédéralisation de la Roumanie qui caractérisaient le milieu politique de la première moitié du XX^e siècle, les gouvernements successifs d'après 1989 ont évité de toucher à la question régionale. Le dessin des régions de développement (fig. 11), dont le contour recoupe soigneusement les limites des régions historiques, en témoignent. A présent, un nouveau projet concernant une réorganisation administrative est actuellement analysé quelque part dans le Parlement roumain. A notre connaissance ce projet ne prévoit pas, une fois de plus, de niveau régional officiel... On aura probablement de nouveaux départements qui mettront en place d'autres moules spatiales plus ou moins aptes à fédérer la diversité territoriale. Et les structures profondes du territoire seront une fois de plus ignorées...

Il est peut-être le temps d'accepter qu'il y a d'autres stratégies d'administration, centrées sur l'individu, et congruentes aux dynamiques du monde contemporain. Il est peut-être le temps de renoncer aux tutelles centrales et de délivrer les énergies créatrices du local: « contre la globalité et la centralité, il faudrait penser aujourd'hui la différenciation et la pluralisation des modes d'accès au monde »⁵⁷.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Agnew, John; Livingstone, David N.; Rogers, Alisdair (ed.) - *Human Geography. An Essential Anthology*, Blackwell Publishers, Oxford-Massachusetts, 1996
- Bailly, Antoine; Ferras, Robert; Pumain, Denise (dir.) – *Encyclopédie de géographie*, Ed. Economica, Paris, 1992
- *** *Barometrul de opinie publică*, Metro Media Transilvania – Fundația pentru o Societate Deschisă, Cluj Napoca, mai 2001
- Bauman, Zygmunt – *Etica postmodernă*, Ed. Amarcord, Timișoara, 2000 (trad. roumaine de *Postmodern Ethics*, Blackwell Publishers, 1995)
- Bernea, Ernest – *Cadre ale gândirii populare românești*, Ed. Cartea românească, București, 1985
- Boia, Lucian – *Istorie și mit în conștiința românească*, seria Istorie, Humanitas, București, 1997
- Boia, Lucian; Oroveanu, Anca; Corlan-Ioan, Simona – *Insula. Despre izolare și limite în spațiul imaginar*, Seria de publicații *Relink*, Colegiul Noua Europă, București, 1999
- Brunet, Roger; Dollfus, Olivier - *Mondes nouveaux*, volume I in R. Brunet (dir.) – “Géographie Universelle”, vol. I-X, Hachette (Belin/Reclus), 1990
- Brunet, Roger; Ferras, Robert; Théry, Hervé - *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, coll. Dynamiques du territoire, GIP Reclus-La Documentation française, Montpellier-Paris, 1992
- Claval, Paul – *Espace et pouvoir*, Presses Universitaires de France, Paris, 1978
- Culic, Irina; Horváth, István; Stan, Cristian – *Reflecții asupra diferenței*, Centrul de Cercetare a Relațiilor Interetnice, Ed. Limes, Cluj, 1999
- Di Méo, Guy - *Géographie sociale et territoires*, Nathan, Paris, 1998
- Entrikin, Jack Nicholas - *The Betweenness of Place. Towards a Geography of Modernity*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1991
- Drăghicescu, Dumitru – *Din psihologia poporului român. Introducere*, col. Ethnos, Ed. Albatros, București, 1995
- Groza, Octavian – *Système de villes et niveaux d’identification spatiale en Roumanie*, in “Southeastern Europe Journal”, à paraître décembre 2001?
- Groza, Octavian - *Polarisation territoriale et organisation administrative en Roumanie. Le chaînon manquant: le niveau régional*, in “Revue roumaine de géographie”, tome 43/1999 (à paraître début 2002?)
- Gourou, Pierre – *Pour une géographie humaine*, Flammarion, Paris, 1973
- Hirschhausen, von, Béatrice - *Les nouvelles campagnes roumaines. Paradoxes d’un retour paysan*, Belin, Paris, 1994
- Mungiu-Pippidi, Alina – *Transilvania subiectivă*, Humanitas, București, 1999
- Muntele, Ionel – *Populația Moldovei în ultimile două secole*, Corson, Iași, 1998
- Raffestin, Claude – *Pour une géographie du pouvoir*, LITEC, Paris, 1981
- Rădulescu-Motru, Constantin – *Etnicul românesc. Naționalismul*, col. Ethnos, Ed. Albatros, București, 1996 (după edițiile *Etnicul românesc. Comunitate de*

- origine, limbă și destin*, Casa Școalelor, București, 1942 și *Naționalismul. Cum se înțelege. Cum trebuie să se înțeleagă*, Ed. Lumen, București, 1909)
- *** *Regionalism and Integration. Culture. Space. Development*, The papers of the IVth Ed. of Regional Conference of Geography, Timișoara, 12-14 may 2000, Timișoara-Tübingen-Angers, Brumar, 2000
- Rey, Violette; Groza, Octavian; Ianoș, Ion; Pătroescu, Maria – *Atlas de la Roumanie*, coll. Dynamiques du territoire, CNRS Libergéo – La Documentation française, Montpellier – Paris, 2000
- Rey, Violette – *Europes Orientales. Russie. Asie Centrale*, volume X in R. Brunet (dir.) – “Géographie Universelle”, vol. I-X, Hachette (Belin/Reclus), 1996
- Reynaud, Alain – *Société, espace et justice*, coll. Espace et liberté, Presses Universitaires de France, Paris, 1981
- Sack, Robert David - *Homo Geographicus*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore & London, 1997
- Sennett, Richard – *Les tyrannies de l'intimité*, Ed. du Seuil, Paris, 1979 (trad. française de *The Fall of Public Man*, Alfred Aknopf inc., 1974)
- Tuan, Yi-Fu - *Space and Place: Humanistic Perspectives*, p. 233-246 in “Progress in geography”, no 6/1974
- Vernicos-Papageorgiou, Sophie – *Espace et orthodoxie en Roumanie. Le rôle du fait religieux dans l'organisation territoriale roumaine*, thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, février 1999
- Werlen, Benno - *Society, Action and Space. An Alternative Human Geography*, Routledge, London, 1993 (trad. anglaise de *Gesellschaft, Handlung und Raum*, Franz Steiner, Stuttgart, 1988)
- Zeletin, Ștefan – *Burghezia română. Originea și rolul ei istoric (1925). Neoliberalismul. Studii asupra istoriei și politicii burgheziei române (1927)*, Ediție alcătuită de Cristian Preda, Ed. Nemira, București, 1997

NOTES

- 1 Anthony Giddens - *Préface à l'ouvrage de Benno Werlen - Society, Action and Space...*, p. xii.
- 2 Roger Brunet et alii. - *Les mots de la géographie...*, p. 274.
- 3 Paul Claval – *Espace et pouvoir...*, p. 17.
- 4 Sur les principes de l'organisation de l'espace voir W. Christaller - *Central Places in Southern Germany*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, New Jersey, 1966 (trad. anglaise de *Die Zentralen Orte in Suddeutschland*, Jena, Gustav Fischer Verlag, 1933); B. J. L. Berry et J. B. Parr - *Market centers and retail location. Theory and applications*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey 1988; P. Haggett – *L'analyse spatiale en géographie humaine*, Librairie Armand Colin, Paris, 1973 (trad. française de *Locational Analysis in Human Geography*, Edward Arnold Ltd., London, 1968); G. K. Zipf - *Human behaviour and the principle of least effort*, Adison-Wesley, Reading, Massachussets, 1949.
- 5 Roger Brunet et alii., op. cit., p. 274.
- 6 Benno Werlen - *Society, Action and Space...*, p. 3.
- 7 Roger Brunet et alii., op. cit., p. 274.
- 8 Roger Brunet et Olivier Dollfus - *Mondes nouveaux...*, p. 34.
- 9 Roger Brunet et alii., op. cit., p. 302.
- 10 Claude Raffestin – *Pour une géographie...*, p. 129.
- 11 Georges Dupuy – *Les réseaux techniques sont-ils des réseaux territoriaux?*, p. 175-184 in "L'Espace géographique", no. 3/1987.
- 12 Ciprian Mihali – *Anarhia sensului. O fenomenologie a timpului cotidian*, col. Panoptikon, Ed. Idea, Cluj, 2001, p. 23.
- 13 Ciprian Mihali – *Sensus communis. Pentru o hermeneutică a cotidianului*, col. Cartea de filosofie, Ed. Paralela 45, Pitești-București-Brașov-Cluj Napoca, 2001, p. 170-171.
- 14 Tuan, Yi-Fu - *Space and Place: Humanistic Perspectives*, p. 444-457 in J. Agnew et alii. – "Human Geography...", p. 447.
- 15 Georg Simmel – *Soziologie des Raumes*, p. 27-71 in "Jahrbuch für Gesetzgebung", Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich, no. 1/1903, cité par B. Werlen, op. cit., p. 175.
- 16 Nicholas J. Entrikin - *The Betweenness of Place...*, p. 57.
- 17 Mathias Le Bossé – *Les questions d'identité en géographie culturelle*, p. 115 – 126 in "Géographie et cultures", no. 31: La postmodernité. Visions anglophones et francophones, été 1999, p. 120.
- 18 Zygmunt Bauman – *Etica postmodernă...*, chap. 6, p. 159-202.
- 19 Ibidem, p. 160.
- 20 Dans ce texte, quand je parle de l'identification ethnique *il ne s'agit pas de l'identification par rapport à l'ethnie*; il s'agit de l'identité propre au groupe, développé à l'intérieur du groupe dans un rapport conflictuel ou de méfiance avec l'extériorité.

- 21 Mathias Le Bossé, op. cit., p. 123.
- 22 Ibidem., p. 123.
- 23 Les quatre pages antérieures reprennent et complètent les idées tirées de Zygmunt Bauman et analysées in Octavian Groza – *Système de villes...*
- 24 Nicholas J. Entrikin - *The Betweenness of Place...*, p. 1.
- 25 Roger Brunet et Olivier Dollfus, op. cit., p. 19.
- 26 Violette Rey - *L'Europe de l'Est*, p. 827-838 in A. Bailly et alii (dir.) – Encyclopédie...
- 27 Alain Reynaud – *Le concept de classe socio-spatiale*, in “Travaux de l’Institut de Géographie de Reims”, no. 38/1979.
- 28 Georgeta Stoica – *Organizarea interiorului locuinței țărănești*, in “Muzeul Satului. Studii și Cercetări”, Muzeul Satului, București, 1971, p. 94 (citată de Cristian Tiberiu Popescu in *Istoria mentalității românești*, Ed. Universal Dalsi, 2000, p. 76).
- 29 Constantin Rădulescu Motru – *Etnicul românesc...*, p. 38-39.
- 30 Ernest Bernea – *Cadre ale gândirii populare...*, citat de Andrei Oișteanu – *Utopografia insulei în imaginarul colectiv românesc*, p. 57-92 in L. Boia et alii. – *Insula...*
- 31 Lucian Blaga – *Isvoade*, Ed. Minerva, București, 1972, p. 33-47, cité par Andrei Oișteanu – *Utopografia insulei în imaginarul colectiv românesc*, p. 57-92 in L. Boia et alii. – *Insula...*
- 32 Andrei Oișteanu, op. cit., p. 82-85.
- 33 Violette Rey – *Europes Orientales...*, p. 166.
- 34 Ionel Muntele – *Populația Moldovei...*, p. 31.
- 35 Nicolae Popa – *Identitate, teritorialitate și prestigiu cultural în spațiul românesc (I)*, p. 87-95 in “Regionalism and Integration...”, p. 90.
- 36 Pompei Cocean – *Țara (the Land) – a Typical Geographical Region of Romania*, p. 41-49 in “Revue Roumaine de Géographie”, Tome 41, București, 1997.
- 37 Pompei Cocean, op. cit., p. 43.
- 38 Nicolae Popa, op. cit., p. 91.
- 39 Alexandru Andrieș et Ion Albu – *Evoluția organizării administrativ-teritoriale a Banatului în secolul al XX-lea*, p. 67-73 in “Regionalism and Integration...”, p. 67.
- 40 Remus Crețan – *Aspects of the Historical Geography of the Population of Banat in the Eighteenth Century*, p. 87-98 in “Revue Roumaine de Géographie”, Tome 42, București, 1998, p. 92.
- 41 « Les valaques, [qui n’ont pas de nobles] à part quelques boyards du pays de Făgăraș et de Chioar qui tient place à des nobles, ont été accepté jadis pour avoir le droit de fonder des localités... », p. 193 in David Prodan – *Supplex Libellus Valachorum*, cité par Toader Nicoară – *Români din Transilvania în imaginarul aristocratic maghiar în secolul al VIII-lea*, p. 123-135 in “Identitate și alteritate. Studii de Imagologie” II, Presa Universitară Clujeană, 1998, p. 130.

- 42 Voir à ce sujet l'analyse de Cristina Codarcea – *Rapports de pouvoir et stratégie de gouvernement dans la Valachie du XVIII^e siècle*, p. 131-150 in « New Europe College Yearbook 1996-1997 », New Europe College, București, 2000, et surtout sa thèse de doctorat *Pouvoir et Société au 17^e siècle en Valachie. Entre Tradition et Loi*, EHESS, Paris, 1997.
- 43 « Au tournant du siècle, à la veille de la grande jacquerie de 1907, 5 000 propriétaires de plus de 50 ha détenaient encore la moitié des terres arables (et même 60% si l'on tient compte des bois et des forêts), laissant le reste de la superficie agricole à 920 000 petits propriétaires paysans encore très dépendants des grands domaines; 59% des familles disposaient, en effet, de moins de 5 ha et très nombreux étaient encore les paysans sans terre » (Béatrice von Hirschhausen – *Nouvelles campagnes roumaines...*, p. 21).
- 44 Veselina Urucu – *Sustainable Rural Development of the Lowland Countryside in Romania. Geographical Considerations*, p. 29-38 in « Revue Roumaine de Géographie », Tome 42, București, 1998.
- 45 Cette situation est le résultat des recoupements spatiaux successifs opérés au niveau communal par les différents gouvernements soucieux d'empêcher la création des unités administratives élémentaires fondées sur une homogénéité ethnique autre que roumaine.
- 46 Pour une image générale voir Sophie Vernicos-Papageorgiou – *Orthodoxie et espace en Roumanie...*, p. 43-61.
- 47 Le phénomène peut être suivi jusqu'à l'échelle locale: « il est donc possible d'affirmer que Pecica est marquée par une double identité. Celle-ci est de plus renforcée par la répartition de la population sur son territoire. Ainsi, malgré l'expansion de deux groupes [Roumains et Magyars] de part et de l'autre de l'ancienne limite interne du village, il apparaît que les deux groupes gardent une forme assez compacte, conservant chacun son quartier et surtout leurs lieux de vie (églises, écoles, sièges associatifs) au sein de ces derniers" (Emmanuel Bioteau – *Démarche d'étude pour une application de géographie sociale sur la multiculturalité de Banat*, p. 123-127 in « Regionalism and Integration... », p. 126
- 48 Voir à ce sujet Țtefan Zeletin - *Burghezia română...*
- 49 Octavian Groza - *Système de villes...*
- 50 Lucian Boia – *Istorie și mit...*, p. 17.
- 51 Octavian Groza – *Pașcani, ville industrielle de Roumanie: années de transition*, p. 329-341 in "L'Espace géographique", no 4, Reclus-Doin Editeurs, Paris, 1994, p. 332.
- 52 Mathias Le Bossé, op. cit., p. 121.
- 53 Barna Bodó – *Distanțe sociale și identitate locală în Banatul istoric*, p. 363-374 in « Identitate și alteritate. Studii de Imagologie » II, Presa Universitară Clujeană, 1998.
- 54 Lucian Boia – *Istorie și mit...*, p. 15.

- ⁵⁵ Cette dernière partie est une compilation réalisée à partir de Octavian Groza – *Centralité, identité et différenciation territoriale dans les villes roumaines et Maillages officiels et identités territoriales officieuses en Roumanie*, conférences dans le cadre du séminaire international « Territoires européens: diversité, différenciation et intégration », ENS Fontenay aux Roses, Paris, octobre 1999 et février 2000, de Octavian Groza – *Polarisation spatiale...* et de Octavian Groza – *Système de ville...*
- ⁵⁶ La situation est inverse pour les Magyars (pour lesquels la hiérarchie est local-régional-national); la situation est expliquée par l'identification quotidienne séculaire à un espace dont ils ont eu la maîtrise presque un millénaire et par l'identification nationaliste à une autre patrie d'origine.
- ⁵⁷ Jean-Marc Besse – *Entre modernité et postmodernité: la représentation paysagère de la nature*, p. 89-121 in M.-C. Robbic (dir.) – « Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentation du rapport homme/nature depuis la Renaissance », Ed. Economica, 1992, p. 120.